

GROUPE DMS
RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2008

SOMMAIRE

1	PERSONNES RESPONSABLES	3
1.1	Responsable du rapport financier annuel	3
1.2	Attestation du rapport financier annuel.....	3
2	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT.....	4
2.1	Rapport de gestion.....	4
2.2	Annexes au rapport de gestion	26
3	INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR	31
3.1	Etats financiers consolidés.....	31
3.2	Comptes sociaux de la société DMS	54
3.3	Vérification des informations financières historiques	71
3.4	Honoraires des commissaires aux comptes	74

1 PERSONNES RESPONSABLES

1.1 RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Antoine RABASTE, Président du Conseil d'Administration

1.2 ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion, figurant en page 4, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

Antoine Rabaste, le 1^{er} Juillet 2009.

2 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

2.1 RAPPORT DE GESTION

DIAGNOSTIC MEDICAL SYSTEMS "D M S"
S.A. au capital de 11.281.297,57 euros
SIEGE SOCIAL : Parc d'Activités de la Méditerranée - Lieudit Les Galines
34470 PEROLS (Hérault)
389 873 142 R.C.S. MONTPELLIER

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE DU 28 JUILLET 2009

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale conformément à la loi et aux dispositions de nos statuts, à l'effet notamment de vous demander de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Les convocations à la présente Assemblée ont été régulièrement effectuées et les documents prévus par la réglementation en vigueur vous ont été adressés ou ont été tenus à votre disposition et à celle des porteurs de valeurs mobilières dans les délais impartis.

Ces documents ont été transmis au comité d'entreprise (article L 2323-7 du code du travail) qui n'a formulé aucune observation.

Le présent rapport a notamment pour objet de vous présenter la situation de notre société et celle de notre groupe. (Articles L 225.100, L 233-26 et L 232-1 du Code de Commerce)

Conformément au règlement n° 1606/2002 du Parlement Européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les états financiers consolidés du groupe sont présentés selon les normes d'informations financière internationales (IFRS) depuis le 1er janvier 2005.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2008 ont été établis selon les mêmes principes que le bilan d'ouverture, c'est à dire conformément aux IFRS en vigueur et applicables à compter de 2005.

2.1.1 *L'activité de l'ensemble du groupe au cours de l'exercice écoulé (L 225-100, L 233-26, R.225-102)*

Le groupe dont nous vous décrivons l'activité comprend les sociétés suivantes :

- SOCIETE ANONYME DMS
- SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE MEDILINK
- SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIE APELEM
- SOCIETE APELEM ESPAGNE

- SARL MERIX
- SARL LTR

Ainsi les comptes annuels des sociétés MEDILINK, MERIX, LTR, APELEM et APELEM ESPAGNE au 31 décembre 2008 ont été intégrés dans les comptes consolidés du groupe DMS.

Toutes ces sociétés sont consolidées par la méthode d'intégration globale.

2.1.2 *Eléments significatifs ressortant des comptes consolidés*

2.1.2.1 **Compte de Résultat consolidé Groupe DMS**

Le chiffre d'affaires global, hors taxes, réalisé s'est élevé à 19 510 K€ contre 31 352 K€ pour l'exercice précédent.

Les charges opérationnelles ont diminué et s'élèvent à 25 128 K€ contre 31 826 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel est négatif de -3 696 K€ contre un résultat positif de 2110 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat financier est une perte de 232 K€ contre une perte de 155 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat de l'exercice relatif aux activités maintenues est une perte de -3 928 K€ contre un bénéfice de 1.955K€ au titre de l'exercice précédent.

Les comptes annuels du groupe DMS se sont soldés par une perte nette de l'ensemble consolidé de -3881 K€ contre un résultat positif de 2024 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat net (part du groupe) est négatif de 3 876K€ contre 2001K€ (résultat net positif au titre de l'exercice précédent) après addition des intérêts minoritaires de -5 K€.

2.1.2.2 **Bilan consolidé du Groupe DMS**

Les postes clés (valeur nette) sont les suivants :

- Les actifs non courants sont de 3 454 K€ contre 3 271 K€ au titre de l'exercice précédent.
- Les actifs courants sont de 26 535 K€ contre 23 553 K€ au titre de l'exercice précédent
- Les capitaux propres (part du groupe) s'élèvent à 17 978 K€ contre 14 152 K€ au titre de l'exercice précédent
- Les passifs non courants sont de 129 K€ contre 631 K€ au 31/12/2007.
- Les passifs courants sont eux de 11 756 K€ contre 11 910 K€ au 31/12/2007.
- Le total général du bilan consolidé est de 29 989 K€ contre 26 824 K€ au titre de l'exercice précédent.

Nous vous demanderons d'approuver ces comptes (article L 225-100).

2.1.3 *Commentaires sur l'activité globale du groupe au cours de l'exercice écoulé*

2.1.3.1 **Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de l'ensemble des entreprises consolidées, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires, comportant le cas échéant des indicateurs clés de performance de nature financière ou non ayant trait à l'activité spécifique des entreprises consolidées notamment relatives aux questions d'environnement et de personnel (article L 225-100, al.3)**

Le chiffre d'affaires du groupe est en baisse de 38% passant de à 31,3M€ à 19.5 M€.

Le résultat opérationnel s'établit à (3 696K€) (perte) contre 2110 K€ (bénéfice) au 31/12/2007 soit une détérioration de 5.8M€.

Le résultat financier s'établit à (232) K€ contre (155) K€ au 31/12/2007 et porte le résultat relatif aux activités maintenues à (3 928)K€ contre 1955 K€ au 31/12/2007.

Après prise en compte de l'impôt sur les sociétés et des intérêts des minoritaires, le résultat net part du groupe s'établit à (3876) K€ contre 2001K€ en 2007 soit une baisse de 5.8 M€ .

Par ailleurs, les dettes envers les établissements de crédit à plus d'un an représentent 40 K€ au 31/12/2008 soit un ratio de dettes à long terme sur capitaux propres de 0%. Le ratio de dettes à long terme sur chiffre d'affaires s'établit quant à lui à 0%.

L'évolution de l'endettement du groupe est la suivante :

En euros			31/12/2008	31/12/2007
Liquidités		D=A+B+C	7 636	4 529
	trésorerie	A	1050	3 917
	Caisse	B	-	-
	valeurs mobilières	C	6 586	612
Créances financières		E	-	-
Dettes financières court terme		I=F+G+H	2 283	3 025
	Dettes financières bancaires	F	1 690	1 893
	part court terme des dettes long et moyen termes	G	471	693
	Autres dettes financières	H	122	439
Endettement financier court terme net		J=I-E-D	- 5 353	- 1 504
Endettement financier long et moyen termes net		N=K+L+M	115	610
	Dettes financières bancaires	K	40	460
	Autres dettes financières	L	75	150
	obligations émises	M	-	-
Endettement financier net		J+N	- 5 238	- 894

Le bilan du Groupe DMS présente une dette financière à moyen terme à taux fixe et à taux variable.

Les emprunts auprès des établissements de crédit s'élèvent à 508 K€ au 31/12/2008 contre 1140 K€ au 31/12/2007, dont :

- 0 K€ au 31/12/2008 contre 111K€ au 31/12/2007 correspondant au capital restant dû des emprunts contractés par la société DMS pour l'acquisition de la branche APELEM. Cet emprunt est à échéance de moins de 5 ans et son TEG est de 5,75% fixe.
- 163 K€ au 31/12/2008 contre 390 K€ au 31/12/2007 correspondant à la partie à taux fixe du capital restant dû des emprunts de 4.580 K€ contracté fin 2002 par la société DMS pour le renforcement de sa structure financière. Cet emprunt est à échéance de moins d'un an et son TEG est de 5.91% fixe.
- 286 K€ contre 639 K€ au 31/12/2007 correspondent à la partie à taux variable du capital restant dû des emprunts de 4.580 Keuros contracté fin 2002 par la société DMS. Cette partie de l'emprunt est à échéance d'un an et son taux est de Euribor 3 mois +1.75%
- 58 K€ correspondent au capital restant d'un nouvel emprunt de 60 K€ contracté en 2008 par la société DMS pour financer des travaux d'aménagement des locaux. Cette partie de l'emprunt est à échéance de moins de 5 ans et son taux fixe est de 5.60%.

2.1.3.2 Les faits marquants

Renforcement des fonds propres du Groupe DMS

Le 2 juin 2008, l'assemblée générale des actionnaires a autorisé l'émission d'actions nouvelles qui devait permettre l'émission d'un nombre maximal de 15.808.901 actions nouvelles émises au prix de 0.50 € l'action soit une augmentation maximale d'un montant brut de 7.904.450,50 €.

L'augmentation de capital a été réalisée en septembre 2008 pour un montant global après imputation des frais d'émission de 7 740K€ dont 7 702 K€ de capital social.

Par ailleurs, l'assemblée générale du 11 août 2008 a décidé la réduction de la valeur nominale des actions d'un montant total de 4 503 K€ par imputation des pertes apparaissant sur le compte « report à nouveau débiteur ».

2.1.3.3 Les progrès réalisés et les difficultés rencontrées (R.225-102)

Le Groupe DMS a réalisé un chiffre d'affaires de 19,5 M€ à l'issue de l'exercice 2008, pénalisé par la non reconduction d'une importante commande lors du 3ème volet d'un appel d'offre européen de radiologie ainsi que par la réorganisation complète de ses équipes commerciales en France au cours de l'année.

Dans ce contexte difficile, le résultat opérationnel annuel s'est inscrit en recul à -3,7 M€, intégrant pour -1,8 M€ de dotations aux amortissements et provisions et amortissement des frais de R&D. Le groupe rappelle qu'il avait comptabilisé, en 2007, des produits d'exploitation pour 1,1 M€ correspondant à des abandons de créances et de redevances.

Le groupe a enregistré notamment des provisions exceptionnelles pour risque clients, pour un montant de 0,6 M€. Ces provisions sont la conséquence de l'augmentation des risques due à la crise financière internationale.

Des dépréciations de stocks ont également été constatées, pour 0,6 M€, afin de tenir compte à la fois de l'évolution des produits et de possibles difficultés d'écoulement en cas de ralentissement de la demande, notamment en Asie.

Par ailleurs, deux contentieux fiscaux concernant deux sociétés du groupe font actuellement l'objet d'un recours en justice. Bien que la position de DMS demeure inchangée et que le groupe estime toujours extrêmement probable d'obtenir gain de cause, 200 K€ ont été passé en charges par prudence. Ces litiges portent sur l'impôt sur les sociétés, à hauteur de 598 K€.

D'autre part, le groupe a décidé d'assigner en justice un de ses anciens fournisseur afin d'obtenir des dommages et intérêts, pour un montant de 1 M€ pour défaut de livraison.

Après comptabilisation d'un résultat financier de -0,2 M€, le résultat net part du groupe 2008 s'est ainsi élevé à -3,9 M€, contre un bénéfice net de 2,0 M€ en 2007.

Au cours de cet exercice, le groupe a mené une augmentation de capital d'un montant de 7,9 M€ afin de renforcer ses fonds propres et préparer avec sérénité son développement commercial pour les prochaines années.

Au 31 décembre 2008, les fonds propres s'établissaient ainsi à 18,1 M€. Le groupe a poursuivi son désendettement avec des dettes financières qui sont passées en un an de 3,6 M€ à 2,4 M€ fin 2008. Fort d'une trésorerie brute disponible qui s'élevait à 7,6 M€ en fin d'année, le groupe DMS jouit d'une structure bilancielle particulièrement solide pour aborder l'année 2009. Fin décembre 2009, le groupe aura remboursé l'ensemble de ses prêts moyen terme et n'aura donc plus aucun endettement financier à long terme.

2.1.3.4 Activité en matière de recherche et de développement (L 233.26)

En 2008, le Groupe DMS a investi environ 4.93% de son chiffre d'affaires dans la R & D, soit environ 1 M€, contre 3.1% en 2007, ventilés de la façon suivante :

K€	2 008	2 007
Masse salariale imputée à la R&D	722	589
Achats, fournitures, matériels et documentations	214	321
Déplacements, participations à des conférences scientifiques	-	-
Frais de projets	-	-
Etudes et recherches extérieures		21
Redevances sur brevets et licences	26	27
Autres charges	-	-
TOTAL	962	958

DMS a contracté un accord de développement technologique avec le Laboratoire d'Electronique de Technologie et d'Instrumentation (LETI) du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) pour le LEXXOS et le PALADIO qui lui permet aujourd'hui d'être à la pointe en matière de détecteurs/sources rayons x.

2.1.3.5 Evénements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice de consolidation et la date d'établissement des comptes consolidés (L233-26)

Néant

2.1.3.6 Evolution prévisible et perspectives d'avenir (L233-26 R.225-102)

Concernant l'ostéodensitométrie, DMS entend poursuivre l'accroissement de ses parts de marché en Asie, en Europe de l'ouest et en Amérique du Sud. Déjà présent avec le Lexxos dans le haut de gamme, qui représente 15% du marché de l'ostéodensitométrie, DMS complètera son offre fin 2009 avec la commercialisation d'un nouvel appareil qui lui permettra de s'adresser à la plus large partie du marché, où le groupe n'est pas encore présent.

Le groupe complètera également sa gamme en radiologie digitale, notamment avec la commercialisation de détecteurs portatifs dès 2009 ainsi que d'un nouveau détecteur cassette Wifi baptisé EOLE.

DMS confirme son ambition de renouer avec la croissance en 2009. Cependant, le groupe ne souhaite pas s'engager pas sur un objectif de chiffre d'affaires pour l'exercice en cours compte tenu du contexte économique mondial incertain. Il vise néanmoins une progression de ses ventes à deux chiffres.

2.1.3.7 Description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée (C. com. art. L 225-100, al. 4 et L 225-100-2, al.2)

2.1.3.7.1 Risques liées à une insuffisance d'autofinancement pour satisfaire la politique de croissance

Le groupe DMS s'est affranchi d'investissements importants en matière commerciale grâce à l'utilisation d'un réseau de distributeur partout dans le monde.

En matière de R&D les plus gros investissements ont été réalisés pour le Paladio et le Lexxos principalement avec le CEA/LETI. A ce jour il n'y a plus de développement en cours avec ces organismes. Les développements de physique fondamentale sont réalisés en interne.

Par prudence, le groupe a décliné deux projets de croissance externe en 2008. Il a préféré se concentrer sur le développement de ses propres produits. Un investissement de l'ordre de 200K€ pour l'homologation du Stratos DR aux Etats-Unis et de 500 KE pour le développement de nouveaux produits est prévu.

2.1.3.7.2 Risques liés à la croissance interne

En cas de croissance importante dans les années à venir notamment du fait de l'arrivée dans des pays tels que le Japon et les USA, DMS pourrait être confrontée à des difficultés dans les domaines techniques, commerciaux ou administratifs.

Par ailleurs la société est dépendante de ses principaux dirigeants ou responsables. Bien que ces salariés soient liés par des clauses de non-concurrence, DMS n'est pas à l'abri de pertes de ressources humaines qui peuvent affecter l'efficacité des services concernés.

2.1.3.7.3 Risques liés à la maîtrise de la trésorerie, risque de liquidité

Pour financer son développement DMS a contracté des emprunts en 2002 auprès de quatre établissements bancaires. Un de ces emprunts comporte une clause de remboursement anticipé de 50% du capital restant dû en cas d'augmentation de capital supérieure à 9 M€. Cet emprunt a été totalement remboursé au cours de l'exercice 2008. Le capital restant dû sur les autres emprunts, non assortis de covenants, est de 508 K€.

La renégociation de la dette financière non bancaire du groupe, relative aux avances remboursables, a abouti à une annulation d'une partie de la dette pour un montant de 300 KE portant ainsi l'encours d'avances à 150 K€ pour DMS et 197 KE pour le groupe au 31/12/2008.

Concernant les possibilités d'accès au crédit bancaire, le groupe dispose de :

- 375 K€ de découvert
- 6820 K€ de possibilité de mobilisation Dailly ou de MCNE et de lignes de Credoc Import.

Le groupe DMS a besoin pour financer son développement du soutien de partenaires financiers. DMS pourrait être défavorablement affecté en cas réduction des capacités de financement par les établissements bancaires.

L'endettement bancaire et financier est décrit au paragraphe 2.1.3.1 du présent document.

La capacité de remboursement des emprunts du Groupe et le niveau de sa trésorerie dépendront de ses performances opérationnelles futures et pourraient être affectées par de nombreux facteurs indépendants de sa volonté (conjoncture économique, conditions du marché de la dette, évolutions réglementaires, etc.).

DMS pourrait être amené à consacrer une part significative de ses flux de trésorerie au paiement du principal et des intérêts de sa dette, ce qui pourrait avoir pour conséquence de réduire les fonds disponibles pour financer son activité courante, ses investissements ou sa croissance externe.

2.1.3.7.4 Risques liés à l'évolution technologique

Le groupe DMS compte sur sa capacité technologique pour adapter ses offres aux besoins des consommateurs dans un environnement technologique extrêmement mouvant. Compte tenu de sa taille, par rapport à celle de ses concurrents, DMS doit effectuer des choix technologiques en amont. Un mauvais choix ou une maîtrise technique insuffisante pourrait conduire à des surcoûts importants pour la société.

2.1.3.7.5 Propriété intellectuelle – marques et brevets

Les marques déposées et utilisées par le Groupe DMS ont été déposées internationalement.

Le groupe dispose d'un contrat de licence exclusive de brevet et de savoir-faire avec le CEA/Leti. Les brevets CEA ont été mis au point en collaboration avec DMS et déposés et entretenus par le CEA à qui ils appartiennent.

2.1.3.7.6 Risques liés à l'absence de pérennité des résultats

Les délais liés au développement des technologies innovantes du groupe imposent une réflexion permanente sur la rentabilité de l'activité. L'absence de récurrence du chiffre d'affaires peut avoir un impact défavorable sur les niveaux de résultat.

2.1.3.7.7 Dépendance à l'égard des partenaires stratégiques et des réseaux de vente indirects

Le groupe DMS dispose de plusieurs possibilités alternatives d'approvisionnement qui limitent le risque de dépendance liée à la résiliation éventuelle de contrats commerciaux avec ses fournisseurs.

Les partenaires bancaires tiennent une place prépondérante dans le financement des activités du groupe notamment à l'export. Le soutien des banques est une condition importante de la pérennité de l'activité du groupe dont l'activité se situe majoritairement à l'export.

Par ailleurs, pour son activité réalisée à l'export, le groupe s'appuie sur des distributeurs qui bénéficient de l'exclusivité territoriale pour la distribution des produits du groupe.

2.1.3.7.8 Politique d'assurance de la société (Risques généraux et particuliers)

Le groupe DMS a souscrit auprès d'AXA des polices d'assurance pour couvrir les risques industriels liés à son activité :

- Multirisque professionnelle à concurrence d'un montant total de 3.527 K€ pour une cotisation annuelle de 29 K€,
- Responsabilité civile pour une cotisation annuelle de 29 K€,
- Assurance véhicules du parc automobile des commerciaux et techniciens France pour 16 K€,
- Assurance des mandataires sociaux pour 13 K€
- Assurance Coface pour 7 K€

Le groupe DMS n'a pas souscrit d'assurance contre les pertes d'exploitation. Le groupe disposant de deux sites, en cas de sinistre important sur un site, le second peut prendre provisoirement en charge l'exploitation du premier.

2.1.3.7.9 Risques commerciaux

Le Groupe DMS est en relation avec environ 80 distributeurs dans le monde entier.

Le groupe DMS a contracté une assurance COFACE sur certains de ces clients. Grâce à ces sécurités, les créances non recouvrées sont très rares.

En dehors de ces assurances, DMS privilégie l'expédition de ses appareils dans les pays à risque qu'après réception de garantis bancaires ou assurances suffisantes.

Cependant, DMS conclut des contrats à court terme avec ses clients distributeurs qui n'ont, en conséquence, aucune obligation contractuelle de longue durée d'acheter ses produits. En raison de la récurrence et de l'historique des relations avec ses clients distributeurs principaux, DMS détient un encours de créances significatif soumis au risque de cessation de

paiement ou de faillite. L'interruption temporaire ou définitive des relations avec un distributeur pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les activités du groupe, sa situation financière, ses résultats, ses cash flows.

2.1.3.7.10 Risques de taux

Seule une partie des emprunts contractés par DMS est à taux variable : 286 K€ sur un total de 508 K€ au 31/12/2008. Ils correspondent à la partie à taux variable du capital restant dû de l'emprunt de 4.580 K€ contracté fin 2002 par la société DMS. Cette partie de l'emprunt est à échéance de moins de 5 ans et son taux est de Euribor 3 mois +1.75%. Une variation de 1% du taux d'intérêt a un impact de 10 K€ sur le résultat de DMS.

2.1.3.7.11 Risques de taux de change

Les actifs, passifs, revenus et charges de DMS sont en grande majorité libellés en Euros. Seuls 5% des achats sont libellés en devises. En conséquence, les variations des taux de change de l'Euro par rapport aux autres devises affectent peu le montant des postes concernés dans les états financiers consolidés. Cependant, la baisse du dollar réduit indirectement la compétitivité du groupe. En effet, le groupe DMS facture en euros et est obligé d'ajuster ses prix de vente en euros en fonction des prix en dollars de la concurrence.

En période d'appréciation de l'euro, comme depuis 2003, le groupe DMS a dû baisser ses prix moyens de vente en Euros afin de s'adapter à l'évolution du dollar.

Les effets de la faiblesse du dollar se font particulièrement sentir depuis le début de l'année 2008 notamment sur l'activité « ostéodensitométrie ». Cependant ces effets sont également palpables sur l'activité « radiologie » lorsque les clients de DMS se situent en zone dollar.

Les opérations de change ont pour seule vocation la couverture d'un risque associé à une activité économique. Le groupe n'effectue pas d'opération de change sans flux physique sous-jacent. A compter de 2009, la politique du groupe en matière de gestion du risque de change est de couvrir le risque par des achats et ventes de devises à terme. Cette couverture n'était pas systématique en 2008.

2.1.3.7.12 Risques juridiques

2.1.3.7.12.1 Risques liés aux directives « DEEE » et « RoHS »

- Directive DEEE

La directive DEEE est applicable dans les pays de l'Union Européenne qui l'ont transposée. Le principe directeur de ce texte est la responsabilité du producteur. Elle implique que les producteurs d'Equipements Electriques Electroniques (EEE) doivent prendre en charge l'organisation et le financement de la collecte et du recyclage des équipements en fin de vie. Les obligations de cette directive visent les déchets des équipements ménagers aussi bien que professionnels. Pour les équipements professionnels, il s'agit à minima de la fin de vie des équipements mis sur le marché après le 13 août 2005.

Le groupe DMS a pris les dispositions nécessaires pour que les éléments utilisés soient détruits dans un cadre professionnel en respect de l'environnement et de la directive DEEE.

DMS considère que l'incidence financière de la collecte et du traitement des déchets liés à l'application de cette nouvelle réglementation devrait restée limitée pour différentes raisons : démarrage très lent, taux importants de réutilisation ainsi que possibilité d'un transfert de responsabilité vers les clients. En outre, à ce jour, l'évaluation de l'incidence financière reste liée à un certain nombre de facteurs inconnus dont le taux de collecte (pas d'objectif fixé par la Directive), l'effectif et l'évolution des coûts de traitement (tendance baissière).

- Directive RoHS

La directive RoHS est applicable en France depuis le 1er juillet 2006. Elle implique une utilisation strictement limitée, de quatre métaux lourds (plomb, cadmium, chrome hexavalent et mercure) et de deux retardateurs de flamme bromés (PBE et PBDE) pour certains types d'équipements électriques et électroniques. Les restrictions relatives à l'usage de ces substances pour un produit impliquent des restrictions similaires pour l'ensemble des éléments qui le composent.

Le matériel médical est exclu de la directive RoHS. Cependant, en prévision d'une application future, les appareils nouvellement conçus prennent en compte, autant que faire se peut, les dispositions de la directive RoHS.

- Autres risques juridiques

Dans le cours normal de son activité, la société peut être impliquée dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être, soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenues est fondé sur l'appréciation du risque au cas par cas et dépend en majeure partie de facteurs autres que le stade d'avancement des procédures, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut toutefois entraîner une réappréciation de ce risque.

A la connaissance de la société, il n'existe pas de litiges, arbitrages ou faits exceptionnels, autres que ceux qui sont mentionnés dans les comptes, susceptibles d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société.

2.1.3.7.12.2 Produits défectueux - risques liés aux actions en responsabilité

Ce type de risque est couvert par l'assurance responsabilité civile de l'entreprise. Le risque est très faible étant donné la nature des produits qui n'ont d'autre apport que le diagnostic. Dans l'historique du groupe aucun incident n'a généré d'action en responsabilité civile.

Cependant, un tel risque, même jugé faible, est toutefois possible.

2.1.3.7.13 Risques de concurrence

L'activité de DMS est fondée sur des appareils de diagnostic médical par imagerie de haute précision. L'évolution des produits de la gamme actuelle et le développement permanent de nouveaux appareils doivent permettre à la société de maintenir ses prix et de conserver ses marges.

Cependant le marché des produits du groupe est concurrentiel en termes de prix, de qualité des produits et de service, de développement et de délai de lancement des nouveaux produits. Les concurrents du groupe comprennent notamment des sociétés spécialisées intervenant au niveau national et les divisions de grandes sociétés internationales, telles que Siemens, General Electric, Toshiba qui pourraient, en raison de leur taille, disposer de ressources financières et commerciales supérieures à celles de DMS. Les concurrents de DMS pourraient être capables de lancer des produits présentant des caractéristiques supérieures ou à des prix inférieurs, d'intégrer des produits ou systèmes plus efficacement, de conclure des contrats de longue durée avec certains de ses clients. DMS pourrait perdre des parts de marché s'il ne parvenait pas à proposer des prix, une technologie ou une qualité au moins comparable à celle de ses concurrents ou à tirer avantage de nouvelles opportunités commerciales. Son chiffre d'affaires et sa rentabilité pourraient en être affectés.

En particulier, les entreprises concurrentes de taille mondiale pourraient être mieux positionnées pour développer des produits présentant des fonctionnalités supérieures ou des innovations technologiques. En outre les concurrents locaux pourraient bénéficier d'une meilleure connaissance des marchés nationaux et ainsi profiter d'un avantage concurrentiel. En outre, dans le cadre de l'évolution du marché vers les technologies numériques, l'augmentation de la concurrence liée à de nouveaux entrants sur le marché peut conduire à une baisse des ventes. Une perte de parts de marché ou encore une augmentation des coûts du Groupe, du fait des dépenses commerciales, et de marketing ou des frais de recherche et développement.

Tout renforcement de la concurrence sur les marchés du Groupe ou toute expansion des activités de ses concurrents pourraient conduire à une diminution des ventes et/ou une augmentation des coûts du Groupe, qui pourraient avoir un effet défavorable sur ses activités, sa situation financière, ses résultats et ses cash flows.

2.1.3.7.14 Réglementation

L'activité de DMS peut dépendre d'autorisations légales, réglementaires ou administratives de mise sur le marché de ses appareils, ainsi que des procédures d'homologation de ses nouveaux produits.

Rappelons toutefois que l'activité de DMS porte sur le diagnostic, de plus, non invasif, c'est à dire n'impliquant pas de lésion de l'organisme. Les procédures sont par conséquent relativement légères et ne peuvent en aucun cas être comparées à celles qui donnent l'autorisation de mise sur le marché des médicaments.

Enfin les technologies sources/capteurs de rayons X employées par DMS sont déjà reconnues au niveau mondial et pour certains nouveaux appareils, seront issues d'industriels dont la réputation dans le domaine technologique n'est plus à faire, tel que le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique).

2.1.3.7.15 Risques industriels et liés à l'environnement

Le groupe DMS répond au standard ISO 9001 version 2000 et ISO 13 485 version 2003 (norme complémentaire spécifique aux dispositifs médicaux). Les appareils sont conformes à la réglementation en vigueur et aux normes de sécurité qui leurs sont applicables. Rappelons également que les ostéodensitomètres à rayons X ne sont pas des appareils de radiologie classique : leur émission ionisante de rayons X est environ dix fois plus faible que ces derniers. En prenant un exemple pratique : pour un vol transatlantique Paris - New York la dose de radiation est environ 400µSv, ce qui est à peu près équivalent d'une dose de radiation pour un examen radiologique du thorax. Pour un examen rachis sur le Lexxos (un ostéodensitomètre), l'incidence est 8,4 µSv.

2.1.3.7.16 Risques action

Au 31 décembre 2008, le Groupe DMS détenait 122958 actions propres pour une valeur totale de 41631€. Les actions d'autocontrôle sont déduites des capitaux propres à hauteur de leur prix de revient.

Titres	Nombre	Cours au 31.12.2008	Valorisation boursière au 31.12.2008
DMS	122 958	0,35€	43 035 €

Sur la base du cours de clôture de l'action DMS au 31 décembre 2008 (0,35 €), la valeur de marché des actions détenues était de 43 K€. Une variation – à la hausse ou à la baisse – de 10 % du cours de l'action DMS entraînerait donc une variation de 4K€ de la valeur de marché des actions d'autocontrôle.

2.1.3.7.17 Risques technologiques article L 225-102-2 du code de commerce (loi du 30.07.2003)

Le groupe ne dispose d'aucune installation SEVESO (art L. 515-8 C de l'environnement).

2.1.3.8 Engagements hors bilan

2.1.3.8.1 Description des engagements hors-bilan en milliers d'euros liés à l'activité courante

Le poste est ventilé ainsi :

K€	31/12/2008	31/12/2007	variation
Privilège Trésor	560	560	0
Cautions et garanties	6 280	6 280	0
Nantissements	7 053	7 053	0
Retour à meilleure fortune	710	710	0
Divers			
TOTAL	14 603	14 603	0

Les « cautions et garanties » (6 280 K€) correspondent à des cautions données par DMS aux établissements bancaires en appui des lignes de découvert et de mobilisations données par les banques.

Les « nantissements » (7053 KE) correspondent au nantissement du fonds de commerce de DMS et des actions APELEM au profit des banques en garantie de l'emprunt à moyen terme octroyé par celles-ci en 2002.

Litiges :

Plusieurs contentieux fiscaux concernant deux sociétés du groupe, déjà présentés dans l'annexe de l'exercice précédent, font désormais l'objet d'un recours en appel. Bien que la position de DMS demeure inchangée et que le groupe estime toujours extrêmement probable d'obtenir gain de cause, 200 K€ ont été passés en charges par prudence. Ces litiges portent sur l'impôt sur les sociétés, à hauteur de 598 K€ en principal et 140 K€ en intérêts. Ces 200 K€ comptabilisés en charge correspondent aux sorties de ressources certaines d'ici la date probable du jugement d'appel soit :

- 100 K€ décaissés en 2008 et enregistrés en charge d'impôt sur le résultat (cf. NOTE 21 Impôts - Preuve d'impôt)
- 100 K€ que le groupe s'est engagé à décaisser avant la fin 2009 et qui sont comptabilisés en "autres charges".

Au terme des voies de recours, soit le groupe sera condamné et devra verser la somme de 598 K€ en principal éventuellement augmentée des intérêts de retard, soit le groupe obtiendra gain de cause et recevra le remboursement des 200 K€ déjà versés.

D'autre part, le groupe a assigné en justice un fournisseur afin d'obtenir des dommages et intérêts en réparation d'un préjudice pour défaut de livraison intervenu en 2006. Le préjudice est estimé par la société à 1.038 K€. Aucune écriture n'a été constatée concernant cette réclamation."

2.1.3.8.2 Description des engagements complexes

Aucun engagement complexe n'existe à ce jour.

2.1.3.9 L'activité du groupe par branches d'activités (L 233-6 al. 2)

Activités	Chiffre d'affaires	actifs sectoriels consolidés	Résultat opérationnel 2008	Rappel résultat opérationnel 2007
Dopplers, ostéodensitomètres	4 878	6947	- 2632	-844
Appareils radiologie	13 241	13198	-1 362	2 615
Distribution et maintenance	1 392	714	291	331
Total :	19 510	20858	-3703	2101

L'information sectorielle présentée est fondée sur les entités juridiques. L'ostéodensitométrie est réalisée par les sociétés DMS et MEDILINK. L'activité des « appareils de radiologie » est réalisée par la société APELEM alors que la « Distribution et maintenance » est réalisée par les sociétés LTR, MERIX et APELEM Espagne.

2.1.4 Activités et résultats des filiales

2.1.4.1 SOCIETE MEDILINK

SARL au capital de 48.000 Euros

Siège social : Parc d'Activités de la Méditerranée Lieudit Les Galines 34470 PEROLS

Immatriculée au RCS de MONTPELLIER sous le numéro 389 288 044

Activité : la fabrication et la vente de matériel médical

Exercice social : 31 décembre

Situation au 31 décembre 2008 :

Chiffre d'Affaires : 1 906 K€ contre 2 647K€ en 2007

Résultat comptable : perte de 271 K€ contre une perte de 3 K€ en 2007.

La Société DMS possède une participation de 99,80% dans le capital de la société MEDILINK

2.1.4.2 SOCIETE MERIX

SARL au capital de 80.000 Euros

Siège social : 91000 EVRY 8 rue Montespan

Immatriculée au RCS d'EVRY sous le numéro 348 233 800

Activité : la vente, la location, l'installation et la maintenance de matériel médical

Exercice social : 31 décembre

Dernier exercice social : 31 décembre 2008 :

Chiffre d'Affaires 525 K€ en 2008 contre 672 K€ en 2007

Résultat comptable : perte de 136 K€ en 2007 contre une perte de 91 K€ en 2007.

La Société DMS détient une participation de 99,94% dans le capital de la société.

2.1.4.3 SOCIETE LES TECHNIQUES RADIOLOGIQUES « LTR »

SARL au capital de 8.160 Euros

Siège social : 06600 ANTIBES Route de Grasse Domaine des Charmettes

Immatriculée au RCS de ANTIBES sous le numéro 344 312 798

Activité : La vente, l'installation, et le SAV de matériels de radiologie et imagerie médicale

Exercice social : 31 décembre

Dernier exercice social : 31 décembre 2008 :

Chiffre d'Affaires : 429 K€ en 2008 contre 518 K€ en 2007.

Résultat comptable : perte de 60 K€ contre une perte de 22 K€ en 2007.

La Société DMS détient une participation de plus de 99,80% dans le capital de la société.

2.1.4.4 SOCIETE APELEM

Société par Actions simplifiée au capital de 276.225 Euros

Siège social : 175 Allée Von Neumann Parc Scientifique Georges Besse 30900 NIMES

Immatriculée au RCS de NIMES sous le numéro 319 996 146

Activité : la fabrication de matériels de radiologie

Exercice social : 31 décembre

Situation au 31 décembre 2008 :

Chiffre d'Affaires : 14 034 K€ contre 21 446 K€ en 2007.

Résultat comptable : perte de 2240 K€ en 2008 contre un bénéfice de 1 823 K€ en 2007.

La Société DMS possède plus de 98,43% du capital de la société.

La Société APELEM détenant elle-même :

- 51% du capital de la Société Apelem Espagne

2.1.4.5 SOCIETE APELEM ESPAGNE

SA au capital de 60 100 euros

Siège social : Calle Lluça 13 Bajos BARCELONE Espagne

Activité : vente de matériel médical

Exercice social : 31 décembre

Dernier exercice social : 31 décembre 2008 :

Chiffre d'affaires : 691 K€ au 31/12/2008 contre 836 K€ en 2007.

Résultat comptable : bénéfice de 57K€ contre perte de 2 K€ en 2007.

La société DMS détient une participation de 51 % dans le capital de la société (par l'intermédiaire d'APELEM, soit un pourcentage d'intérêt de 50,20 %).

2.1.5 L'activité propre de la société DMS (L 232-1)

2.1.5.1 Eléments significatifs ressortant des comptes

2.1.5.1.1 Compte de Résultat de la Société DMS

Le chiffre d'affaires de la SA DMS est de 5 992 K€ contre 9 831 K€ au 31/12/2007

Le résultat d'exploitation est une perte de 1422 K€ contre une perte de 273 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat financier est un bénéfice de 56 K€ contre une perte de 50K€ l'an dernier.

Le résultat exceptionnel est une perte de 75K€ contre un bénéfice 586 K€ au 31/12/2007.

Après imputation de l'impôt sur les bénéfices, le résultat net est une perte de 1399 K€ contre un bénéfice de 307 K€ au 31/12/2007.

2.1.5.1.2 Bilan de la société DMS

Au Bilan au 31 décembre 2008, les postes clefs nets sont les suivants :

- L'actif immobilisé est de 6 772 K€ contre 6 612 K€ au titre de l'exercice précédent,
- Parmi ces actifs immobilisés, les participations financières représentent 5789 K€ contre 5.789K€ au 31/12/2007
- L'actif circulant est de 19 053 K€ contre 14 313 K€ au titre de l'exercice précédent,
- Les capitaux propres s'élèvent à 20 820 K€ contre 14 480 K€ au titre de l'exercice précédent,
- Le total des dettes à la clôture de l'exercice est de 4 925 K€ contre 6 217 K€ au titre de l'exercice précédent,
- Le total général du bilan au 31 décembre 2008 est de 25 825 K€ contre 20 925K€ au titre de l'exercice précédent,

Nous vous demanderons d'approuver ces comptes sociaux (L.225-100).

2.1.5.1.3 *Changements de méthode*

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 1999 homologué par arrêté du 22 juin 1999
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

2.1.5.2 Commentaires sur l'activité de la société DMS au cours de l'exercice écoulé

2.1.5.2.1 *Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de la société, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires, comportant le cas échéant des indicateurs clés de performance de nature non financière ayant trait à l'activité spécifique de la société notamment relatives aux questions d'environnement et de personnel (article L 225-100).*

Le chiffre d'affaires de la SA DMS est en baisse de 39% soit 3839 K€ passant de 9 831 K€ au 31/12/2007 à 5 992 K€.

Le résultat d'exploitation s'établit à -1422 € contre - 273 K€ au 31/12/2007 soit 1149K€ de régression par rapport à 2007.

Le résultat financier, s'établit à 56 K€ et porte le résultat courant à - 1366 K€ en détérioration de 1042K€ par rapport à 2007.

Le résultat exceptionnel passe de 587 K€ à -75 K€ soit 662 K€ de moins qu'en 2007.

Après prise en compte de l'impôt sur les sociétés, le résultat net s'établit à -1399 K€ contre 307K€ en 2007 soit 1706K€ de moins.

Par ailleurs, les dettes envers les établissements de crédit à plus d'un an représentent 40 K€ au 31/12/2008 soit un ratio de dettes à long terme sur capitaux propres de 0% contre 3,10% au 31/12/2007. Le ratio de dettes à long terme sur chiffre d'affaires s'établit quant à lui à 0% contre 4.57% au 31/12/2007.

2.1.5.2.2 *Les faits marquants - Les progrès réalisés et les difficultés rencontrées (R.225-102)*

2.1.5.2.2.1 Renforcement des fonds propres de DMS

Le 2 juin 2008, l'assemblée générale des actionnaires a autorisé l'émission d'actions nouvelles qui devait permettre l'émission d'un nombre maximal de 15.808.901 actions nouvelles émises au prix de 0.50 € l'action soit une augmentation maximale d'un montant brut de 7.904.450,50 €.

L'augmentation de capital a été réalisée en septembre 2008 pour un montant global après imputation des frais d'émission de 7 740K€ dont 7 702 K€ de capital social.

Par ailleurs, l'assemblée générale du 9 août 2008 a décidé la réduction de la valeur nominale des actions d'un montant total de 4 503 K€ par imputation des pertes apparaissant sur le compte « report à nouveau débiteur ».

2.1.5.2.2.2 Autres éléments

Des abandons de créances ont été consentis par l'ANVAR et le CNRS pour un montant global de 396 K€. Ces éléments apparaissent dans la rubrique « autres produits » du compte de résultat.

Un client a fait l'objet d'une provision à hauteur de 496 K€, cette provision a été isolée en autres charges. Cette créance fait l'objet d'une procédure judiciaire en recouvrement.

Au cours de l'exercice, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la demande de décharge d'impôt, pour le litige d'impôt sur les sociétés et contributions additionnelles concernant l'exercice 1999 portant sur des impositions à hauteur de 598 K€ (hors pénalités et majorations liées au retard de paiement). Le groupe DMS estime sans fondement la décision du tribunal et a interjeté appel au motif de la double imposition. Néanmoins, l'appel n'étant pas suspensif le groupe DMS a réglé fin 2008 auprès du trésor la somme de 100 K€ (comptabilisée en charge d'impôt sur le résultat). Par prudence, 100 K€ ont été comptabilisés en autres charges.

2.1.5.2.2.3 *Activité en matière de recherche et de développement (L 232-1) :*

K€	2 008	2 007
Masse salariale imputée à la R&D	355	264
Achats, fournitures, matériels et documentations	3	45
Déplacements, participations à des conférences scientifiques	-	-
Frais de projets	-	-
Etudes et recherches extérieures	-	13
Redevances sur brevets et licences	21	23
Sous total Frais extérieurs	24	81
TOTAL	379	345

2.1.5.2.3 *Evénements importants depuis la clôture (L 232-1)*

Les commentaires sur ce point sont identiques à ceux indiqués pour le groupe DMS (cf. 2.1.3.5 ci-dessus)

2.1.5.2.4 *Evolution prévisible (L 232-1) et perspectives d'avenir (R.225-102)*

DMS entend poursuivre l'accroissement de ses parts de marché en Asie, en Europe de l'ouest et en Amérique du Sud. Déjà présent avec le Lexxos dans le haut de gamme, qui représente 15% du marché de l'ostéodensitométrie, DMS complètera son offre fin 2009 avec la commercialisation d'un nouvel appareil qui lui permettra de s'adresser à la plus large partie du marché, où le groupe n'est pas encore présent.

Les principaux risques et incertitudes pour DMS sont identiques à ceux du groupe. Ces risques sont décrits au paragraphe 2.1.3.7.

2.1.5.2.5 *Prises de participation et de contrôle*

Aucune prise de participation et/ou de contrôle n'a été effectuée cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2008.

2.1.5.2.6 *Conséquences sociales de l'activité*

Ces informations sont traitées en annexe au présent rapport.

2.1.5.2.7 *Conséquences environnementales de l'activité*

Ces informations sont traitées en annexe au présent rapport.

2.1.5.3 **Les Résultats de la société DMS**

2.1.5.3.1 *Affectation du résultat*

L'affectation du résultat que nous vous proposons est conforme à la loi et aux statuts de notre société.

Nous vous proposons d'affecter la perte de 1 399 448 € comme suit :

- Au report à nouveau pour 1 399 448 €.

2.1.5.3.2 *Distributions antérieures*

En application des dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous signalons qu'il n'est intervenu aucune distribution de dividende au cours des trois derniers exercices.

2.1.5.3.3 *Charges non déductibles fiscalement*

Nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

2.1.5.3.4 *Le capital de la société DMS*

2.1.5.3.4.1 L'actionnariat de la société (L 233-13)

En application des dispositions de l'article 233-13 du Code de Commerce, nous vous signalons l'identité des personnes détenant directement ou indirectement au 31 décembre 2008 plus de 5%, de 10%, de 15%, de 20%, de 25%, de 33,33 %, de 50 %, de 66,66 %, de 90% ou de 95% du capital social ou des droits de vote aux Assemblées Générales.

CAPITAL	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Plus de 5 %	Antoine Rabaste, Jean-Luc Dumas	Jean-Luc Dumas	CDC ENTREPRISES INNOVATION, IDEFI GESTION
Plus de 10 %	Néant	Antoine Rabaste	Jean-Luc Dumas
Plus de 15 %	Néant	Néant	Antoine Rabaste
Plus de 20 %	Néant	Néant	Néant
Plus de 25 %	Néant	Néant	Néant
Plus de 33,33 %	Néant	Néant	Néant
Plus de 50 %	Néant	Néant	Néant
Plus de 66,66 %	Néant	Néant	Néant
Plus de 95 %	Néant	Néant	Néant

DROITS DE VOTE	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Plus de 5%	Jean-Luc Dumas	Néant	CDC ENTREPRISES INNOVATION, IDEFI GESTION
Plus de 10%	Antoine Rabaste	Antoine Rabaste, Jean-Luc Dumas	Jean-Luc Dumas
Plus de 15%	Néant	Néant	Néant
Plus de 20%	Néant	Néant	Antoine Rabaste
Plus de 25%	Néant	Néant	Néant
Plus de 33,33%	Néant	Néant	Néant
Plus de 50%	Néant	Néant	Néant
Plus de 66,66%	Néant	Néant	Néant
Plus de 95%	Néant	Néant	Néant

Cette liste a connu les modifications suivantes au cours de l'exercice écoulé :

Monsieur Antoine RABASTE :

. nombre d'actions cédées : 500 actions

. nombre d'actions acquises : 1 580 838 actions

Monsieur Jean-Luc DUMAS :

. nombre d'actions cédées : 16 746 actions

. nombre d'actions acquises : 1 180 004 actions

2.1.5.3.4.2 Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (L. 225-100-3)

En application de l'article L. 225-100-3, nous vous précisons les points suivants susceptibles d'avoir une incidence en matière d'offre publique :

- la structure du capital ainsi que les participations directes ou indirectes connues de la société et toutes informations en la matière sont décrites au 2.1.5.3.4.1
- Il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote
- A la connaissance de la société, il n'existe pas de pactes et autres engagements signés entre actionnaires.
- Il n'existe pas de titre comportant des droits de contrôle spéciaux.
- Il n'existe pas de mécanisme de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel avec des droits de contrôle qui ne sont pas exercés par ce dernier,
- Les règles de nomination et de révocation des membres du conseil d'administration sont les règles légales et statutaires prévues à l'article 17 des statuts.
- En matière de pouvoirs du conseil d'administration, les délégations en cours sont décrites dans le présent rapport au paragraphe 2.1.5.3.4.7 et dans le tableau des délégations d'augmentation du capital en annexe.
- La modification des statuts de notre société se fait conformément aux dispositions légales et réglementaires.
- Il n'existe pas d'accords particuliers prévoyant des indemnités en cas de cessation des fonctions de membres du conseil d'administration

2.1.5.3.4.3 Les actions d'autocontrôle (L 233-13)

DMS détient 122 958 actions propres.

Les autres sociétés du groupe ne détiennent pas d'actions de la société DMS.

2.1.5.3.4.4 Avis de détention et aliénation de participation croisée (R.233-19)

Néant.

2.1.5.3.4.5 Nombre d'actions propres achetées et vendues par la société au cours de l'exercice (L. 225-211 al. 2)

Au cours de l'exercice 2008, 122 958 Actions propres ont été acquises
Aucune n'a été vendue.

2.1.5.3.4.6 Opérations afférentes aux actions de la société

(1) Ajustement des bases de conversion des valeurs mobilières donnant accès au capital et options de souscriptions et d'achat et des actions gratuites

Ajustement de la parité d'exercice des 4 591 046 BSAR B :

A la suite de l'augmentation de capital d'août 2008, la nouvelle parité d'exercice des BSAR B est désormais : 4 BSAR B donnent le droit de souscrire à 1,07 action nouvelle à émettre au prix unitaire de 9 €.

(2) Les actions auto-détenues dans le cadre d'un programme de rachat d'actions (L. 225-211 al. 2)

Au 31 décembre 2008, le Groupe DMS détenait 122958 actions propres pour une valeur totale de 41631€. Les actions d'autocontrôle sont déduites des capitaux propres à hauteur de leur prix de revient.

Titres	Nombre	Cours au 31.12.2008	Valorisation boursière au 31.12.2008
DMS	122 958	0,35€	43 035 €

2.1.5.3.4.7 Les délégations en matière d'augmentations de capital (L. 225-129)

▪ Autorisation d'utiliser les délégations et autorisations en période d'offre publique

Il vous est demandé de bien vouloir autoriser le conseil d'administration pour une durée de 18 mois si les titres de la Société viennent à être visés par une offre publique, à mettre en œuvre les délégations et/ou autorisations qu'il vous est demandé par ailleurs de lui consentir en période d'offre publique. Cette autorisation ne serait utilisable que dans le cadre de l'exception de réciprocité conformément à la législation applicable.

2.1.5.4 Les salariés

A la clôture de l'exercice la participation des salariés telle que définie à l'article 225-102 du code de commerce représentait environ 0,02 % du capital social de la société.

2.1.5.5 Les mandataires sociaux

- Mode d'exercice de la direction générale (R.225-102)

Nous vous précisons qu'au cours de sa séance du 24 Juin 2002, le conseil a décidé de confier la direction générale au président du Conseil d'Administration.

- Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux (L 225-102-1 al 3) au cours des cinq dernières années – Renouvellement des mandats des administrateurs :

Monsieur Antoine RABASTE:

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général Administrateur de la SA DIAGNOSTIC MEDICAL SYSTEMS « DMS »

Son mandat d'administrateur a été renouvelé lors de la délibération de l'assemblée générale du 2 Juin 2008.

Son mandat d'administrateur arrivera à expiration lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 Décembre 2013.

Ses mandats ou fonctions dans une autre société du groupe ou hors groupe :

Président de la SAS APELEM, Société par Actions Simplifiée au capital de 276.225 Euros, dont le siège social est 175 Allée Von Neumann Parc Scientifique Georges Besse 30900 NIMES, immatriculée au RCS de NIMES sous le numéro 319 996 146

Gérant de la Société MEDILINK, S.A.R.L. au capital de 48.000 Euros, dont le siège social est Zac du Parc d'Activités Méditerranée Lieudit Les Galines 34470 PEROLS (Hérault), immatriculée au RCS de MONTPELLIER sous le N°389288044

Gérant de la Société civile MEDIAG, société civile au capital de 550 Euros, dont le siège social est Parc d'Activités de la Méditerranée Lieudit Les Galines 34470 PEROLS, immatriculée au RCS de MONTPELLIER sous le N°413 135 476

Monsieur Jean-Luc DUMAS :

Administrateur de la SA DIAGNOSTIC MEDICAL SYSTEMS "DMS"

Le conseil d'administration a mis fin au mandat de Directeur général délégué de Monsieur Dumas le 19 Juin 2009.

Son mandat d'administrateur a été renouvelé lors de la délibération de l'assemblée générale du 2 Juin 2008.

Son mandat d'administrateur arrivera à expiration lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 Décembre 2013.

Ses mandats ou fonctions dans une autre société du groupe ou hors groupe :

Directeur Général Délégué de la SAS APELEM, Société par Actions Simplifiée au capital de 276.225 Euros, dont le siège social est 175 Allée Von Neumann Parc Scientifique Georges Besse 30900 NIMES, immatriculée au RCS de NIMES sous le numéro 319 996 146

Gérant de la société MERIX, S.A.R.L. au capital de 80.000 euros, dont le siège social est 8 rue Montespan 91000 EVRY, immatriculée au RCS d'EVRY sous le N°348 233 800

Gérant de la société LES TECHNIQUES RADIOLOGIQUES "LTR", S.A.R.L. au capital de 8.160 euros, dont le siège social est Route de Grasse Domaine des Charmettes 06600 ANTIBES, immatriculée au RCS de ANTIBES sous le N°344 312 798

Monsieur Yves CAER :

Administrateur, de la SA DIAGNOSTIC MEDICAL SYSTEMS "DMS"

Monsieur Yves CAER a été désigné en qualité d'administrateur par l'assemblée générale des actionnaires du 2 juin 2008.

Son mandat d'administrateur arrivera à expiration lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 Décembre 2013.

Monsieur Yves Caer n'exerce aucun mandat ou fonction dans une autre société du groupe ou hors du groupe.

- **Nombre d'actions devant être détenues par un administrateur : 50**

- **Les démissions d'administrateur :**

Néant

- **Les nominations, renouvellements et ratification de cooptations**

Néant

- **Les jetons de présence**

Fixation du montant global de jetons de présence à verser

L'assemblée générale du 2 juin 2008 a fixé 70 000€ le montant global des jetons de présence. Ce montant est maintenu pour l'exercice 2009 et pour les exercices suivants sauf décision contraire.

- **Les rémunérations des mandataires**

La rémunération brute totale et avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux par votre société ou toute société contrôlée au sens de l'article 233-16 du Code de Commerce, au cours de l'exercice 2008, s'établissent comme suit :

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
RABASTE ANTOINE - PDG	Exercice N-1	Exercice N
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	63 888	64 037
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)	-	-
TOTAL	63 888	64 037

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
DUMAS JEAN LUC – DG	Exercice N-1	Exercice N
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	52 518	52 618
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)	-	-
TOTAL	52 518	52 618

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social				
RABASTE ANTOINE - PDG	Montants au titre de l'exercice N-1		Montants au titre de l'exercice N	
	dus	versés	dus	versés
- rémunération fixe	60 175	60 175	60 175	60 175
- rémunération variable	-	-	-	-
- rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
- jetons de présence	-	-	-	-
- avantages en nature ¹	3 713	3 713	3 862	3 862
TOTAL	63 888	63 888	64 037	64 037

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social				
DUMAS JEAN LUC - DGD	Montants au titre de l'exercice N-1		Montants au titre de l'exercice N	
	dus	versés	dus	versés
- rémunération fixe	50 028	50 028	50 028	50 028
- rémunération variable	-	-	-	-
- rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
- jetons de présence	-	-	-	-
- avantages en nature ¹	2 490	2 490	2 590	2 590
TOTAL	52 518	52 518	52 618	52 618

Les rémunérations des mandataires sociaux n'ont pas connu d'évolution depuis la création de la société. Seuls les avantages en nature préconisés par les URSSAF en 2004 et concernant l'assurance chômage ont été mis en place.

Engagements de toutes natures correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions du mandataire ou postérieurement à celle-ci :

Néant

Indemnités relatives à une clause de non-concurrence :

Néant

Rémunérations et avantages versés sous forme d'attribution de titres de capital, de titres de créances ou de titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la société ou de sociétés contrôlées ou contrôlantes :

Néant

Jetons de présence versés au cours de l'exercice :

Néant

Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées ou levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social :

Néant

2.1.5.6 Les commissaires aux comptes

Aucun mandat de commissaire aux comptes n'arrive à expiration avec la présente assemblée.

2.1.5.7 Conventions règlementées

Nous vous demandons d'approuver les conventions visées à l'article L 225-38 du Code de Commerce régulièrement autorisées par votre conseil d'administration.

Vos commissaires aux comptes vous les présentent et vous donnent à leur sujet toutes les informations requises dans leur rapport spécial qui vous sera lu dans quelques instants.

Si certaines d'entre elles n'ont pu être préalablement autorisées par le Conseil, il conviendra de les approuver dans les termes de l'article L 225-42 du code de commerce.

CONCLUSION

Nous vous demanderons de donner quitus entier et définitif à votre conseil d'administration de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, ainsi qu'aux commissaires aux comptes pour l'accomplissement de leur mission qu'ils vous relatent dans leur rapport général.

Votre Conseil vous invite à approuver par votre vote le texte des résolutions qu'il vous propose.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Fait à PEROLS

Le 3 juin 2009

2.2 ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION

2.2.1 ANNEXE 1 : CONSEQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITE

▪ I - CONSEQUENCES SOCIALES DE L'ACTIVITE

Depuis 2003 de nombreux « chantiers » ont été menés, avec comme objectif transversal « l'optimisation du processus global du groupe » :

- Sur la période 2003 / 2005 nous pouvons noter les actions suivantes :
 - Maîtrise des évolutions de la masse salariale (2003 / 2004).
 - Réduction de la masse salariale et stabilisation des effectifs (2004 / 2005).
 - Mise en place des premières étapes de la réorganisation et optimisation progressive des services (2003 / 2005)
 - Développer les compétences et la polyvalence des salariés (plan de formation 2004 / 2005)
- Sur la période 2006 / 2007 nous pouvons noter les actions suivantes :
 - Refonte complète de l'organigramme avec de nouvelles nominations à la production du groupe, au SAV du groupe ainsi qu'au sein des services commerciaux export,
 - Nomination d'un Directeur Industriel chargé :
 - De la nouvelle politique « Achats »
 - De l'harmonisation des pratiques des divisions Ostéodensitométrie et radiologie
 - Création de la division SERENYS et mise en place des équipes.
 - Mise en place des entretiens de progrès fin 2007 (Mesurer, valider et gérer le potentiel humain).

Sur toute la période 2003 / 2008

Une refonte complète de l'organigramme a été opérée, de nouvelles responsabilités ont été identifiées, de nouveaux modes de fonctionnement et d'organisation au sein de tous les services du groupe ont vu le jour.

La mission délicate de réorganisation menée par la Direction devait concilier le souci d'optimisation des services et de rentabilité du groupe avec un effectif des personnels réduit :

- Une moyenne de 160.3 salariés en 2002,
- Une moyenne de 150.8 salariés en 2003,
- Une moyenne de 130.5 salariés en 2004,
- Une moyenne de 128.3 salariés en 2005.
- Une moyenne de 124.5 salariés en 2006.
- Une moyenne de 128 salariés en 2007.
- Une moyenne de 126,5 salariés en 2008.

Pour prolonger le travail de réorganisation dans une optique d'amélioration continue et d'optimisation dans le temps, les fiches de fonctions ont été revues de manière exhaustive en 2005 et les entretiens annuels d'appréciation ont réalisés en 2008.

La maîtrise de la masse salariale passe par un contrôle de l'utilisation des heures par salariés, et donc par une réorganisation du temps de travail adaptée à chaque spécificité des services.

Le lissage du temps de travail en fonction des pics de production sur les sites de fabrication et la mise en place d'un système de pointage en particulier pour la production, permettent de contrôler le volume d'heures supplémentaires.

L'organisation du temps de travail au sein du groupe a été adaptée aux spécificités de chaque service (*horaires sur 35 heures, prise de RTT ou lissage en fonction des pics d'activité du service*), dans le respect de la durée légale de 35 heures.

DMS a toujours connu des problématiques de recrutement inhérentes aux spécificités des métiers du groupe. La spécificité de l'imagerie médicale et les compétences techniques demandées par l'ostéodensitométrie sont rares sur le marché de l'emploi et rendent les recrutements difficiles.

C'est pourquoi une politique de partenariat avec des centres de formation est menée afin d'obtenir de nouvelles recrues « formées maison » par le biais de l'alternance, tant dans le domaine technique (apprentissage : du BTS au niveau ingénieur)

que pour des formations commerciales à l'international et biomédicales (contrats de professionnalisation) ; des partenariats (sous forme de conventions de conversion avec les armées et les partenaires civils (ASSEDIC,...)) sont initiés pour l'embauche du personnel technique.

Le climat social en période de réorganisation :

La Délégation Unique du Personnel élue au sein du groupe DMS a permis d'accompagner les projets de la Direction lors de la réorganisation des services du groupe :

- participation aux réunions et discussions sur la réorganisation et l'adaptation du temps de travail
- participation au groupe de projet sur la mise en place des entretiens annuels de progrès

Même si la réorganisation est une période difficile à gérer en terme d'incertitude et de justesse de communication, et est génératrice de stress et de doute ; le relais ainsi fait entre les salariés et la Direction a aidé à maintenir un climat le plus propice possible à la réorganisation et à l'optimisation des services.

Elle est aujourd'hui impliquée sur la mise en place d'un accord d'entreprise concernant la création d'un nouveau statut de « technicien d'installation de matériel médical » et d'une nouvelle grille de gestion des « déplacements et interventions clients ».

Développer les compétences des salariés

La politique de développement des contrats d'apprentissage et de professionnalisation ainsi que les partenariats universitaires pour des stages de longue durée (4 à 12 mois) permettent à DMS de profiter des derniers enseignements universitaires et professionnels, de transférer sur les salariés en place de nouvelles compétences, et de posséder un « bassin de recrutement » non négligeable.

Les plans de formations ont pour objectif :

- l'acquisition de plus de polyvalence (*personnel de production*)
- la mise en place de nouvelles méthodes de travail (*personnel R&D*)
- l'implication des salariés dans une logique « processus » (*formation à l'amélioration continue des produits impliquant tous les services concernés par la conception, la production et la commercialisation des produits*)

L'essentiel des formations ont été orientées vers la qualité et la méthodologie en développement et suivi de projets :

- « éco conception »,
- « nouvelles normes en conception »,
- « gestion des processus »

Concernant l'emploi et l'insertion des travailleurs handicapés :

Au 31/12/08, le groupe DMS emploi 2,60 « unités bénéficiaires » contre les 6 légalement requises. Au 31/12/2007 le nombre d'unités bénéficiaires était de 2,88 et de 2,73 au 31/12/2006. Cette baisse s'explique par le départ de salariés bénéficiant de cette reconnaissance Travailleur Handicapé.

Ces unités bénéficiaires sont actuellement remplies, à la fois par des salariés ayant le statut de travailleur handicapé (TH) et par l'utilisation des services spécialisés comme les « ESAT ». Au titre de l'exercice 2008, ces emplois et contrats n'ont donc pas permis de remplir pleinement les exigences légales et la taxe correspondante s'est élevée à 11, 8K€ contre 3 KE en 2007.

2.2.2 ANNEXE II : CONSEQUENCES ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITE

Le rayonnement ionisant est le risque le plus élevé qui a été identifié au niveau environnemental.

L'exposition à ce risque trouve son origine dans les activités rayon X de calibration des machines. De nombreuses mesures de sécurité existent : dosimètre individuel et d'ambiance, marquage des zones de sécurité au sol, signalisation lumineuse

pendant les tirs, tabliers, paravents, salles et armoires plombées. De plus, des mesures d'ambiance des rayons X sont effectuées mensuellement par un laboratoire indépendant.

Les appareils sont conformes aux normes en vigueur en la matière. Rappelons également que les ostéodensitomètres à rayons X ne sont pas des appareils de radiologie classique : leur émission ionisante de rayons X est, ainsi, environ 100 fois plus faible qu'un appareil de radiologie conventionnel.

Début 2003, le groupe a lancé une grande campagne d'information sur ce risque auprès des salariés, dans le cadre de la mise en place du document unique sur les risques professionnels. Cette campagne s'est conclue par la rédaction d'un document unique sur les risques professionnels.

Quant aux autres considérations environnementales, le groupe DMS respecte les normes en vigueur, il ne concourt pas à l'émission de nuisances sonores, olfactives ou de déchets dangereux. L'activité du groupe ne porte pas non plus atteinte au milieu naturel dans son ensemble et est faiblement consommatrice de ressources en eau, matière première et énergie.

2.2.3 ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULIF DES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL EN COURS DE VALIDITE

En Euros	Date de l'AGE	Date d'expiration de la délégation	Montant autorisé (en €)	Utilisations des délégations réalisées les années précédentes	Augmentation(s) réalisée(s) au cours de l'exercice	Montant résiduel au jour de l'établissement du présent tableau (en €)
Autorisation à procéder à l'achat d'actions de la société (programme de rachat d'actions propres)	18/12/2008	18/06/2010	9,5% des actions composant le capital social	-	-	9,5% des actions composant le capital social
Autorisation à procéder à l'achat d'actions de la société (programme de rachat d'actions propres)	02/06/2008	02/12/2009	0,5% des actions composant le capital social	0,5% des actions composant le capital social	-	0% des actions composant le capital social
Autorisation d'augmenter le capital par incorporation de Réserves, bénéfices, primes de fusion et d'apport	02/06/2008	02/08/2010	30 000 000	-	-	30 000 000
Autorisation d'augmenter le capital avec suppression du DPS	02/06/2008	02/08/2010	30 000 000	-	-	30 000 000
Autorisation d'augmenter le montant des émissions en cas de demandes excédentaires	02/06/2008	02/08/2010	NA	-	-	-
Autorisation à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social dans la limite de 10 % en vue de rémunérer des apports	02/06/2008	02/08/2010	10% du capital social	-	-	1 198 130

en nature						
Autorisation de procéder à une augmentation de capital réservée aux adhérents PEE	02/06/2008	02/08/2010	1% du capital social	-	-	119 813
Autorisation d'augmenter le capital avec maintien du DPS par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou par incorporation de réserves, bénéfices ou primes	02/06/2008	02/08/2010	30 000 000	-	7 904 451	22 095 550
Délégation pour réduction de capital dans le cadre d'un programme de rachat d'actions	02/06/2008	02/08/2010	0,5% du capital social			
Autorisation d'octroyer des options de souscription et/ou d'achat d'actions aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux	02/06/2008	02/08/2011	limite légale de 10% du capital social	-	-	
Utilisation des délégations en période d'offre publique	02/06/2008	02/12/2009	NA	NA	NA	NA
Autorisation d'attribuer gratuitement des actions aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux	02/06/2008	02/08/2011	15% du capital social	-	-	

2.2.4 ANNEXE IV : TABLEAU DE SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS SUR TITRES DES MANDATAIRES SOCIAUX, DES HAUTS RESPONSABLES ET DE LEURS PROCHES RÉALISÉS AU COURS DU DERNIER EXERCICE

Nom et prénom	RABASTE Antoine
Qualité	Président et directeur général
Identité et qualité de la personne liée à la personne ci-dessus	
Description de l'instrument financier	actions
Nombre total d'instruments financiers cédés	500
Prix moyen pondéré	1,41 euros
Montant total des cessions	705 euros
Nombre total d'instruments financiers acquis	1 580 838
Prix moyen pondéré	0,50€
Montant total des acquisitions	790 419€

Nom et prénom	DUMAS Jean-Luc
Qualité	Directeur Général Délégué
Identité et qualité de la personne liée à la personne ci-dessus	
Description de l'instrument financier	Actions
Nombre total d'instruments financiers cédés	16 746
Prix moyen pondéré	2,28 €
Montant total des cessions	38 181€
Nombre total d'instruments financiers acquis	1 180 004
Prix moyen pondéré	0,50€
Montant total des acquisitions	590 002 €

Nom et prénom	CAER Yves
Qualité	Administrateur
Identité et qualité de la personne liée à la personne ci-dessus	
Description de l'instrument financier	Actions
Nombre total d'instruments financiers cédés	Néant
Prix moyen pondéré	
Montant total des cessions	
Nombre total d'instruments financiers acquis	Néant
Prix moyen pondéré	
Montant total des acquisitions	

3 INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

3.1 ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

3.1.1 BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2008

ACTIF	<i>en K€</i>	<i>Notes</i>	31/12/2008	31/12/2007
<i>Actif non courant</i>				
Goodwill		Note 4	1 473	1 473
Immobilisations incorporelles		Note 4	1 308	1 174
Immobilisations corporelles		Note 5	584	531
Impôt différé actif		Note 21	0	0
Actifs financiers non courants		Note 6	89	93
Participation des les entreprises associées				
Autres actifs non courants				
Total de l'actif non courant			3 454	3 271
<i>Actif courant</i>				
Stocks		Note 7	9 326	7 291
Créances clients		Note 8	8 180	9 637
Autres actifs courants		Note 9	1 393	2 096
Trésorerie et équivalence de trésorerie		Note 10	7 636	4 529
Total de l'actif courant			26 535	23 553
TOTAL DE L'ACTIF			29 989	26 824

PASSIF	<i>en K€</i>	<i>Notes</i>	31/12/2008	31/12/2007
<i>Capitaux propres</i>				
Capital émis		Note 23	11 981	8 783
Prime d'émission			8 174	8 135
Autres réserves			1 699	-4 767
Résultat de l'exercice			-3 876	2 001
Intérêts minoritaires			126	131
Total des capitaux propres			18 104	14 283
<i>Passif non courant</i>				
Emprunts à long terme (part >1an)		Note 12	115	610
Impôts différés passifs		Note 21	0	0
Provisions à long terme		Note 11	14	21
Total du passif non courant			129	631
<i>Passif courant</i>				
Fournisseurs et autres créditeurs		Note 13	9 208	8 545
Dettes financières (part <1 an)		Note 12	1 690	1 893
Partie courante des emprunts long terme		Note 12	593	1 132
Impôts exigibles				

Provisions à court terme	Note 11	265	340
Total du passif courant		11 756	11 910
TOTAL DU PASSIF		29 989	26 824

3.1.2 COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2008

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	Notes	31/12/2008	31/12/2007
K€			
Activités maintenues			
Produit des activités ordinaires	Note 16	19 510	31 352
Autres produits	Note 17	1 155	2 000
Variation de stocks de produits finis en cours		767	584
Marchandises et matières consommées		-13 539	-21 603
Frais de personnel	Note 18	-4 930	-4 846
Dotations aux amortissements	Note 5	-102	-87
Dotations aux provisions	Note 11	-1 117	481
Dépréciation immobilisations incorporelles	Note 4	-612	-472
Autres charges	Note 19	-4 828	-5 299
Résultat opérationnel		-3 696	2 110
Produits financiers		129	82
Charges financières		-361	-237
Résultat financier	Note 20	-232	-155
Résultat avant impôt		-3 928	1 955
Résultat de l'exercice relatif aux activités maintenues		-3 928	1 955
Quote part dans résultat net des entités associées		0	0
Activités abandonnées ou cédées		0	0
Résultat de l'exercice des activités abandonnées			
Résultat de l'exercice des activités cédées			
Impôt sur le résultat	Note 21	47	69
Résultat net consolidé		-3 881	2 024
Part des minoritaires		-5	23
Résultat net consolidé-part du groupe		-3 876	2 001
Résultat par action revenant aux actionnaires (€/action)			
Résultat de base par action	Note 25	-0,16	0,23
Résultat dilué par action		-0,16	0,20

3.1.3 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Réserves consolidées	TOTAL PART GROUPE	Intérêts minoritaires	TOTAL CAPITAUX PROPRES
<i>en K€ - sauf nombre d'actions</i>							
Solde au 1er janvier 2007		8 035	5 985	-4 897	9 123	111	9 234
Changement de méthode					0		0
Correction d'erreur					0		0
Autres				131	131	-3	128
Résultat net				2 001	2 001	23	2 024
Dividendes					0		0
Augmentation de capital		748	2 149		2 897		2 897
Réduction de capital					0		0
Solde au 31/12/2007	8 782 723	8 783	8 134	-2 765	14 152	131	14 283
Solde au 1er janvier 2008		8 783	8 134	-2 765	14 152	131	14 283
Changement de méthode					0		0
Correction d'erreur					0		0
Autres				3	3		3
Résultat net				-3 876	-3 876	-5	-3 881
Dividendes					0		0
Augmentation de capital		7 702	38		7 740		7 740
Réduction de capital		-4 503		4 503	0		0
Titres détenus en autocontrôle				-41	-41		-41
Solde au 31/12/2008	24 591 624	11 982	8 172	-2 176	17 978	126	18 104

3.1.4 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Conformément à IAS 7, le tableau de flux de trésorerie doit présenter les flux de trésorerie provenant d'activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Résultat net de l'ensemble consolidé	- 3 881	2 024
Elimination des éléments non monétaires :		
. Dotations et reprises aux amortissements et provisions a)	629	351
. Variation des impôts différés	-	-
. Résultat de cession d'actifs non courants	-	-
. Quote part de subventions d'investissement	-	-
. Abandons de créances	- 395	- 587
. Coût des avantages accordés (stock options)		
Marge brute d'autofinancement	- 3 647	1 788
Variation du besoin en fonds de roulement opérationnel b)	870	- 3 234
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles (1)	- 2 777	- 1 446
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations et actifs financiers	- 928	- 1 017
Cession d'immobilisations et autres actifs non courants	-	-
Réduction d'actifs financiers	4	-
Incidence variation de périmètre	-	-
Variation des autres actifs non courants	-	-
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (2)	- 924	- 1 017
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Versements d'avances conditionnées	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-
Augmentations de capital en numéraire (c)	7 740	2 897
Nouveaux emprunts et financements (d)	-	853
Remboursements d'emprunts et financements (d)	- 848	- 881
Remboursement d'avances conditionnées	- 88	- 45
Flux de trésorerie provenant des activités de financement (3)	6 804	2 824
Variation nette de trésorerie (1) + (2) + (3)	3 103	361
Trésorerie d'ouverture	4 529	4 168
Trésorerie de clôture	7 632	4 529
Variation trésorerie nette	3 103	361
	-	-

Notes au tableau des flux de trésorerie :

a) à l'exclusion des provisions sur actif circulant

b) la variation de BFR est retraitée des éléments relatifs aux impacts de la correction d'erreur sur les stocks et

des avantages au personnel

c) augmentation de capital nette de frais d'émission imputés au capital

d) le groupe ayant recours de façon permanent à la cession de créances professionnelles, celle-ci a été considérée comme une source de financement.

NOTE 1 Eléments marquants de l'exercice

Renforcement des fonds propres:

Le 2 juin 2008, l'assemblée générale des actionnaires a autorisé l'émission d'actions nouvelles qui devrait permettre l'émission d'un nombre maximal de 15.808.901 actions nouvelles émises au prix de 0.50 € / action soit une augmentation maximale d'un montant brut de 7.904.450,50 €.

L'augmentation de capital a été réalisée en septembre 2008 pour un montant global après imputation des frais d'émission de 7 740K€ dont 7 702 K€ de capital social.

Par ailleurs, l'assemblée générale du 11 août 2008 a décidé la réduction de la valeur nominale des actions d'un montant total de 4 503 K€ par imputation des pertes apparaissant sur le compte « report à nouveau débiteur ».

Autres éléments :

- Des abandons de créances ont été consentis par l'ANVAR et le CNRS pour un montant global de 396 K€. Ces éléments apparaissent dans la rubrique « autres produits » du compte de résultat.
- Un client a fait l'objet d'une provision a hauteur de 496 K€, cette provision a été isolée en autres charges. Cette créance fait l'objet d'une procédure judiciaire en recouvrement.
- Au cours de l'exercice, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la demande de décharge d'impôt, pour le litige d'impôt sur les sociétés et contributions additionnelles concernant l'exercice 1999 portant sur des impositions à hauteur de 598 K€ (hors pénalités et majorations liées au retard de paiement). Le groupe DMS estime sans fondement la décision du tribunal et a interjeté appel au motif de la double imposition. Néanmoins, l'appel n'étant pas suspensif le groupe DMS a réglé fin 2008 auprès du trésor la somme de 100 K€ (comptabilisée en charge d'impôt sur le résultat). Par prudence, 100 K€ ont été comptabilisés en autres charges.

Evénements postérieurs à la clôture, activité de l'exercice et perspectives

Ces éléments sont présentés dans le rapport annuel d'activité.

NOTE 2 Principes comptables

Principes généraux et normes comptables

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en application des règles d'évaluation, de comptabilisation et de présentation des **normes comptables internationales IFRS** telles qu'adoptées au 31 décembre 2008 dans l'Union Européenne.

Evolutions des règles et méthodes comptables au cours de l'exercice 2008

Changement de méthode comptable

Le groupe DMS n'a procédé à aucun changement de méthode comptable au cours de l'exercice 2008.

Normes et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2008

Néant

Nouvelles normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 31 décembre 2008 et qui n'ont pas été anticipées

Norme	Objet	Incidence comptes annuels DMS
IFRS 8	Secteurs Opérationnels (remplacement de la norme IAS 14 à compter du 1/1/2009)	L'anticipation n'aurait pas d'incidence significative sur la situation financière du groupe.
IAS1	Présentation des états financiers entre en vigueur au titre des exercices ouverts à compter du 1/1/2009.	L'anticipation n'aurait pas d'incidence significative sur la situation financière du groupe.
IAS 23	Amendement - Coût d'emprunt (Applicable au 1/1/2009)	L'anticipation n'aurait pas d'incidence significative sur la situation financière du groupe.
IAS 27 amendée	Etats financiers consolidés et individuels: portant sur la détermination du coût d'une participation dans les états financiers (applicable 1/7/09).	Sans incidence
IFRS 1 révisée	Première adoption des IFRS (applicable 1/1/2009).	Sans incidence
IFRS 3 révisée	Regroupement d'entreprise (applicable 1/1/2010)	Sans incidence
IFRS 2 amendée	"Paieement fondé sur des actions" Portant sur les conditions d'acquisition des droits et annulations (applicable 1/1/09).	Sans incidence
IAS 32 amendée	"Instruments financiers : présentation" - Instruments financiers remboursables par anticipation.	Sans incidence

Continuité d'exploitation

Les comptes sont présentés sur une hypothèse de continuité d'exploitation.

Impact de la crise financière sur la continuité d'exploitation : Le groupe a mesuré ce risque notamment en matière de recouvrement de ces créances clients. Cette situation a eu pour conséquence la constatation d'une provision pour créance douteuse complémentaire d'environ 600K€.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers requiert l'utilisation d'estimations. Les estimations et hypothèses élaborées sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, portent en particulier sur les provisions pour garantie, pour créances clients, la durée du cycle de vie des produits, les risques fiscaux, les litiges, la valorisation des écarts d'acquisition, la valorisation des actifs incorporels et leur durée de vie estimée. Les montants définitifs pourraient différer de ces estimations.

Principes comptables et principes de consolidation

Méthodes de consolidation :

L'ensemble des sociétés du groupe incluses dans le périmètre de consolidation étant actuellement contrôlées de manière exclusive directement ou indirectement par la société mère, ces filiales sont consolidées par intégration globales.

Retraitements IFRS :

Les retraitements opérés en normes IFRS par rapport aux normes françaises appliquées aux comptes sociaux concernent principalement :

- La comptabilisation et la dépréciation du goodwill (IAS 36)
- L'évaluation à la juste valeur des plans de souscription d'actions (IFRS 2).

Information sectorielle:

La norme IAS 14 impose aux entités dont les titres sont négociés sur un marché organisé de présenter une information sur deux niveaux par secteur d'activité et par secteur géographique.

Au niveau du groupe DMS, le découpage des activités du niveau primaire a été réalisé en fonction des deux activités principales du groupe. La ventilation est la suivante :

Le groupe n'a pas anticipé l'application de la norme IFRS 8 qui remplace la norme IAS 14 pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009.

Niveau primaire d'information : Activité	Niveau secondaire d'information Secteur géographique
Dopplers et Ostéodensimétrie	Europe
Radiologie	Afrique
Distribution et maintenance	Moyen-Orient
	Amérique du Nord et du Sud
	Asie
	Océanie

Elimination des transactions intragroupes :

Tous les soldes et transactions intra-groupe, y compris les résultats internes provenant de transactions intragroupes, sont totalement éliminés.

Frais de Recherche et développement

Les coûts de recherche sont comptabilisés en charges. Les dépenses de développement sont comptabilisées en immobilisations incorporelles lorsqu'elles portent sur des projets identifiables et que ces projets présentent une faisabilité technique et des perspectives commerciales.

Les frais de développement immobilisés sont à la fois des frais engagés en interne, coûts de personnel, et des frais externes (sous-traitance à des laboratoires...). Les frais de recherche et développement sont amortis sur leur durée d'utilité qui est dans la plupart des cas estimée à 3 ans. En cas d'indice de perte de valeur du projet identifié les frais de Recherche et développement peuvent faire l'objet d'une dépréciation complémentaire. Les frais de recherche et développement peuvent être sortis lorsque plus aucun avantage économique futur n'est attendu.

Goodwill :

A la date d'acquisition le goodwill est évalué à son coût qui représente l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs.

Après la date d'acquisition le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles. La dépréciation éventuelle d'un goodwill est déterminée par rapport à la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie à laquelle le goodwill a été affecté.

Regroupement d'entreprises et reconnaissance des écarts d'acquisition :

La norme IFRS 3, Regroupements d'entreprises, prévoit en principe un retraitement rétrospectif de toutes les acquisitions de sociétés (business combinations) antérieures à la date de transition. Pour des raisons pratiques, le Groupe DMS utilise l'option offerte par la norme IFRS 1, Première adoption des normes IFRS, de ne pas appliquer le retraitement rétrospectif aux acquisitions antérieures à la date de transition. Cela concerne l'écart d'acquisition de la filiale APELEM.

Ainsi, pour cette société acquise, le montant de l'écart de première consolidation selon les normes IFRS le jour de l'acquisition de la société par DMS est le même que celui qui avait été calculé dans les principes comptables français.

Les écarts d'acquisition sont comptabilisés à leur coût initial diminué, le cas échéant, du cumul des pertes de valeurs, conformément à IFRS 3 et IAS 36.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation réalisés annuellement ou dès lors que des événements indiquent une perte de valeur potentielle.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul d'amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations corporelles n'ont pas fait l'objet de réévaluation en juste valeur.

L'amortissement est calculé selon les méthodes linéaire ou dégressif sur la durée d'utilité de l'actif soit :

• Constructions	10 à 33 ans
• Matériel et outillage industriel	3 ans
• Agencements, aménagements, installations	7 à 10 ans
• Matériel de transport	1 à 4 ans
• Matériel de bureau et informatique	4 à 10 ans
• Mobilier	10 ans

Lorsque la prise en location d'un bien significatif implique, en substance, un transfert de l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué, alors il est comptabilisé en immobilisation, avec en contrepartie une dette financière.

En ce qui concerne l'immeuble d'APELEM, construit avec un bail à construction, la durée d'utilité des composants amortissables sur une durée supérieure à la durée du bail a été réduite à la durée du bail, soit 30 ans. Le bail à construction a été analysé conformément à la norme IAS 17.4, c'est-à-dire en location simple pour la partie afférente au terrain, le transfert de propriété n'étant pas prévu au contrat.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks de marchandises et des approvisionnements comprend en sus du prix d'achat les frais accessoires. La valeur nette de réalisation est estimée par rapport au prix de vente estimé diminué éventuellement des coûts estimés restant à réaliser pour l'achèvement des matériels.

Le coût des stocks de produits finis comprend les coûts directs d'acquisition et les autres coûts directs tels que la main d'œuvre directe, les frais de transport et de douanes ainsi qu'une quote-part de frais généraux imputables à ces actifs. Les coûts d'emprunts attribuables à l'activité de production sont non significatifs compte tenu de la faible durée du processus de production.

Créances clients

Les créances clients sont valorisées suivant leurs valeurs nominales diminuées éventuellement des dépréciations des montants non recouvrables.

Avantages du personnel

Départ en retraite :

Il n'existe pas d'avantages postérieurs à l'emploi au niveau du groupe. Seules les indemnités de départ en retraite font l'objet d'une évaluation. Le groupe a souscrit un contrat d'assurance financier. Selon IAS 19, ce contrat est assimilable à un régime à prestation définies et les fonds investis constituent des actifs du régime. Parallèlement, la provision pour engagement de retraite a été simulée, selon la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés. Les calculs intègrent les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires futurs. L'hypothèse de provisionnement correspond à un départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans.

Stocks options :

Les instruments financiers que DMS attribue entrent dans le champ de la norme comptable IFRS 2. L'application de cette norme n'est pas rétrospective et ne concerne donc pas les plans émis avant le 1er janvier 2004.

Pour ces transactions, la juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options est évaluée de manière définitive par référence à la juste valeur des options à la date d'attribution.

Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. De même ces produits sont comptabilisés lorsque le contrôle effectif des biens incombe au propriétaire.

Impôts sur les sociétés et impôts différés

Les impôts différés, dont le solde est un impôt différé actif, ne sont pas comptabilisés au niveau du Groupe en raison du résultat déficitaire du groupe.

NOTE 3 Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe DMS au 31 décembre 2008 intègrent les comptes des sociétés suivantes. Toutes les sociétés consolidées le sont par **intégration globale**.

Société	Forme juridique	Ville	N° SIREN	Qualité	Taux de détention par la société-mère	
					Direct	Indirect
DMS	S.A.	Montpellier (Pérois)	389 873 142	Société-mère	N/A	N/A
APELEM	S.A.S	Nîmes	319 996 146	Filiale	98,43%	-
MEDILINK	S.A.R.L.	Montpellier (Pérois)	389 288 044	Filiale	99,80%	-
MERIX	S.A.R.L.	Montpellier (Pérois)	348 233 800	Filiale	99,94%	-
LTR	S.A.R.L.	Montpellier (Pérois)	344 312 798	Filiale	99,80%	-
APELEM Espagne	S.A.	Barcelona		Filiale	0%	50,20% (1)-

(1) APELEM Espagne est détenue à 51% par APELEM S.A (France), le groupe détient donc un pourcentage d'intérêt de 50.20% dans APELEM Espagne.

Conformément aux normes IAS 27 (Etats financiers consolidés et individuels) et IAS 31 (Participations dans des co-entreprises), les filiales présentées ci-avant sont considérées sous contrôle de la société mère et consolidées à ce titre.

Principales acquisitions et cessions de l'exercice

Néant

Entreprises exclues du périmètre de consolidation

La seule entreprise exclue du périmètre est la société Russe « SPECTRAP » détenue à 33% par APELEM. La dimension de cette société et le pourcentage de détention ont un impact négligeable pour le groupe alors même qu'il existe des difficultés à obtenir des informations financières fiables dans un délai raisonnable eu égard aux délais de publication du Groupe.

NOTE 4 Immobilisations incorporelles et goodwill

Les immobilisations incorporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

Valeurs brutes (K€)	31/12/2008			31/12/2007		
	Coûts	Dépréciation	Net	Coûts	Dépréciation	Net
Concessions, brevets, licences	401	386	15	385	383	2
Frais de R&D	7 531	6 238	1 293	6 807	5 635	1 172
Goodwill	3 773	2 300	1 473	3 773	2 300	1 473
Autres actifs incorporels	0	0	0	0	0	0
TOTAL	11 705	8 924	2 781	10 965	8 318	2 647

La variation des immobilisations incorporelles brutes est la suivante :

<i>Valeurs brutes (K€)</i>	Solde d'ouverture	Acquisition	Diminution	Virement de poste	Clôture
Concessions, brevets, licences	385	16			401
Frais de R&D	6 807	736	-12		7 531
Goodwill	3773				3 773
Autres actifs incorporels	0				0
TOTAL	10 965	752	-12	0	11 705

La variation des amortissements et dépréciations est la suivante :

<i>Amortissements & Dépréciation (K€)</i>	Solde d'ouverture	Dotations	Perte de valeur	Reprise	Clôture
Concessions, brevets, licences	383	3			386
Frais de R&D	5 635	610		-7	6 238
Goodwill	2 300				2 300
Autres actifs incorporels	0				0
TOTAL	8 318	613	0	-7	8 924

Le goodwill est constitué exclusivement de l'écart d'acquisition de la filiale APELEM. Ce goodwill a fait l'objet d'une dépréciation pour perte de valeur au titre de l'exercice 2005 d'un montant de 2.300 K€ ramenant sa valeur nette à 1.473 K€.

La valeur d'APELEM a été déterminée par la méthode des cash flow actualisés sur la période 2009 à 2015. Deux méthodes ont été utilisées : celle du taux de croissance à long terme et celle des comparables. Le taux d'actualisation retenu (11%) est basé sur les taux d'actualisation de sociétés du même secteur auxquels nous avons appliqué une prime d'illiquidité et une prime de taille. Les calculs qui en ressortent font apparaître une valeur actualisée supérieure à la valeur des actifs. Les perspectives de ventes liées à la mise sur le marché notamment de nouveaux produits et l'évolution des secteurs d'activité étayent les calculs des cash flow actualisés.

Les frais de R&D se ventilent comme suit par activité :

<i>Frais de R&D (K€)</i>	Ostéo / Dopplers	Radiologie	Total
Brut Ouverture	4 505	2 302	6 807
Acquisition	368	368	736
Diminution	-12		-12
<i>Brut clôture</i>	<i>4 861</i>	<i>2 670</i>	<i>7 531</i>
			0
Amortissements ouverture	3 885	1750	5 635
Dotation exercice	332	278	610
Reprise	-7		-7
<i>Amortissements clôture</i>	<i>4 210</i>	<i>2 028</i>	<i>6 238</i>
TOTAL FRAIS DE R&D	651	642	1 293

NOTE 5 Immobilisations Corporelles

Les immobilisations incorporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes (K€)</i>	31/12/2008			31/12/2007		
	Coûts	Dépréciation	Net	Coûts	Dépréciation	Net
Terrains	0	0	0	0	0	0
Constructions	1 013	653	360	1 013	619	394
Matériel et outillage	414	318	96	346	300	46
Agencements et autres	696	569	127	632	538	94
TOTAL ACTIFS CORPORELS	2 123	1 540	584	1 991	1 457	534

La variation des immobilisations corporelles brutes est la suivante :

<i>Valeurs brutes (K€)</i>	Solde d'ouverture	Acquisition	Diminution	Virement de poste	Clôture
Terrains	0				0
Constructions	1 013				1 013
Matériel et outillage	346	68			414
Agencements et autres	632	67	-3		696
TOTAL	1 991	135	-3	0	2 123

La variation des amortissements et dépréciations est la suivante :

<i>Amortissements & Dépréciation (K€)</i>	Solde d'ouverture	Dotations	Perte de valeur	Reprise	Clôture
Terrains	0	0			0
Constructions	619	34			653
Matériel et outillage	300	18			318
Agencements et autres	538	34		-3	569
TOTAL	1 457	86	0	-3	1 540

NOTE 6 Actifs financiers non courants

Actifs financiers :

<i>Actifs financiers (K€)</i>	31/12/2008	31/12/2007
Titres de participation	31	31
Autres (dont dépôts et cautionnement)	58	62
TOTAL	89	93

Les titres de participation (31KE) sont non consolidés et concernent la société SPECTRAP, détenue à 33 %, en Russie. La non consolidation provient des difficultés de la société à diffuser au groupe des informations fiables dans un délai raisonnable. La valorisation de cette participation (31KE) n'a pas été réajustée car elle est non significative pour le groupe.

Participations dans les entreprises associées :

Néant, aucune participation n'est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

NOTE 7 Stocks

Les méthodes d'évaluation des stocks sont décrites dans la note de l'annexe relative aux principes comptables et se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes</i> (K€)	31/12/2008			31/12/2007			variation N/N-1 net
	Valeur	Dépréciation	Net	Valeur	Dépréciation	Net	
Matières premières, approvisionnements	6 299	516	5 783	4 629	302	4 327	1 456
En cours de production	1 994	24	1 970	1 350		1 350	620
Produits finis	1 831	683	1 148	1 709	328	1 381	-233
Marchandises	585	160	425	360	126	234	191
TOTAL	10 709	1 383	9 326	8 048	756	7 292	2 034

NOTE 8 Créances clients

Le poste client se décompose comme suit :

K€	31/12/2008	31/12/2007	variation
Créances clients	6 389	7 590	-1 201
Clients douteux	1 633	965	668
Factures à établir	1 556	1 889	-333
Provisions pour dépréciation	-1398	-807	-591
TOTAL	8 180	9 637	-1 457

NOTE 9 Autres actifs courants

Ils se décomposent comme suit :

K€	31/12/2008	31/12/2007	variation
Fournisseurs débiteurs et acomptes	50	174	-124
Personnel	9	12	-3
Impôt sur les bénéfices	318	570	-252
Impôts et taxes	845	1 104	-259
Autres créances	93	99	-6
Charges constatées d'avance	78	137	-59
			0
TOTAL	1 393	2 096	-703

NOTE 10 Trésorerie

K€	31/12/2008	31/12/2007	variation
Valeurs mobilières de placement	6 586	612	5 974
Disponibilités	1 050	3 917	-2 871
TOTAL	7 636	4 529	3 103

NOTE 11 Variation des provisions

Bilan

K€	31/12/2007	Augment°	Diminution	31/12/2008
Provision pour litiges	140	131	-6	265
Provision IFA	0			0
Autres	200		-200	0
<i>Sous total provisions court terme</i>	<i>340</i>	<i>131</i>	<i>-206</i>	<i>265</i>
Indemnités de retraite (long terme)	21		-7	14
<i>Sous total provisions long terme</i>	<i>21</i>	<i>0</i>	<i>-7</i>	<i>14</i>
TOTAL	361	131	-213	279

- Les augmentations de provision pour litige concernent essentiellement des litiges opposants la société à des clients.
- La reprise de provision de 200K€ correspond à une provision non utilisée sur risque de défaillance d'un client d'Amérique Latine.

Dotations aux provisions (compte de résultat)

K€	31/12/2008
Augmentation des provisions	131
Diminution des provisions	-213
Variation des dépréciations de stocks	611
Variation des dépréciations de créances clients	590
Autres	-2
TOTAL	1 117

NOTE 12 Passifs financiers

Avances conditionnées :

Les avances conditionnées d'un montant global de 197 K€, sont constituées d'avances sans intérêts consenties par l'ANVAR pour aider à la recherche et à la mise au point de nouveaux produits.

Emprunts à long terme (>1an)

K€	31/12/2008	31/12/2007	variation
Avances conditionnées (part >1 an)	75	150	-75
Emprunts (part >1 an)	40	460	-420
Dettes correspondant aux contrats de crédit bail (part >1 an)		0	0
TOTAL	115	610	-495

Dettes financières à moins d'un an

K€	31/12/2008	31/12/2007	variation
Avances conditionnées	122	439	-317
Emprunt (part <1 an)	471	693	-222
Dettes correspondant aux contrats de crédit bail (<1 an)	0	0	0
	593	1 132	-539
Banques créditrices	4	0	4
Mobilisations de créances	1686	1893	-207
	1690	1893	-203
TOTAL	2 283	3 025	-742

Total des dettes financières

K€	31/12/2008	31/12/2007	variation
Avances conditionnées	197	589	-392
Emprunts bancaires	511	1 153	-642
Banques créditrices	4	0	4
Mobilisations de créances	1 686	1893	-207
TOTAL	2 398	3 635	-1 237

NOTE 13 Autres dettes

Le poste est ventilé ainsi :

K€	31/12/2008	31/12/2007	variation
Avances reçues	212	482	-270
Fournisseurs	7 151	6 175	976
Personnel	312	338	-26
Organismes sociaux	457	452	5
Etats, TVA	332	644	-312
Autres dettes fiscales et sociales	280	218	62
Autres dettes	77	209	-132
Produits constatés d'avance	387	27	360
TOTAL	9 208	8 545	663

NOTE 14 Engagements de retraite

Les engagements de retraite provisionnés au bilan sont relatifs à la part de l'engagement non couverte par le contrat d'assurance souscrit (cf. Note sur les principes comptables).

Provision au 31/12/2007 21 K€

Provision au 31/12/2008 14 K€

Variation <7> K€

NOTE 15 Autres engagements hors bilan

Le poste est ventilé ainsi :

K€	31/12/2008	31/12/2007	variation
Privilège Trésor	560	560	0
Cautions et garanties	6 280	6 280	0
Nantissements	7 053	7 053	0
Retour à meilleure fortune	710	710	0
Divers			
TOTAL	14 603	14 603	0

Les « cautions et garanties » (6 280 K€) correspondent à des cautions données par DMS aux établissements bancaires en appui des lignes de découvert et de mobilisations données par les banques.

Les « nantissements » (7053 KE) correspondent au nantissement du fonds de commerce de DMS et des actions APELEM au profit des banques en garantie de l'emprunt à moyen terme octroyé par celles-ci en 2002.

Litiges :

Plusieurs contentieux fiscaux concernant deux sociétés du groupe, déjà présentés dans l'annexe de l'exercice précédent, font désormais l'objet d'un recours en appel. Bien que la position de DMS demeure inchangée et que le groupe estime toujours extrêmement probable d'obtenir gain de cause, 200 K€ ont été passés en charges par prudence. Ces litiges portent sur l'impôt sur les sociétés, à hauteur de 598 K€ en principal et 140 K€ en intérêts. Ces 200 K€ comptabilisés en charge correspondent aux sorties de ressources certaines d'ici la date probable du jugement d'appel soit :

- 100 K€ décaissés en 2008 et enregistrés en charge d'impôt sur le résultat (cf NOTE 21 Impôts – Preuve d'impôt)

- 100 K€ que le groupe s'est engagé à décaisser avant la fin 2009 et qui sont comptabilisés en "autres charges".

Au terme des voies de recours, soit le groupe sera condamné et devra verser la somme de 598 K€ en principal éventuellement augmentée des intérêts de retard, soit le groupe obtiendra gain de cause et recevra le remboursement des 200 K€ déjà versés.

D'autre part, le groupe a assigné en justice un fournisseur afin d'obtenir des dommages et intérêts en réparation d'un préjudice pour défaut de livraison intervenu en 2006. Le préjudice est estimé par la société à 1.038 K€. Aucune écriture n'a été constatée concernant cette réclamation."

NOTE 16 Produits des activités ordinaires

Le poste est ventilé ainsi :

K€	31/12/2008	31/12/2007	variation N/N-1
Vente de marchandises	7 368	11 013	-3 645
Biens et services vendus	12 142	20 340	-8 198
TOTAL	19 510	31 352	-11 843

NOTE 17 Autres produits

Le poste est ventilé ainsi :

K€	31/12/2008	31/12/2007	variation N/N-1
Subvention d'exploitation	18	9	9
Production immobilisée	661	578	83
Résultat cession MEDIAG			
Renégociation de la dette financière d'avances remboursables (1)	305	647	-342
Abandon de la dette sur redevances (2)	91	453	-362
Autres	80	313	-233
TOTAL	1 155	2 000	-845

(1) En 2007, correspondait à 587KE de principal et à 60 KE d'annulation d'intérêts de retard et pénalités.

(2) En 2007 correspondait à un abandon de créances liées à des redevances sur des brevets non utilisés par le groupe.

NOTE 18 Frais de personnel

Le poste est ventilé ainsi :

K€	31/12/2008	31/12/2007	variation N/N-1
Salaires	3 489	3 392	97
Charges sociales	1 441	1 454	-13
Stock options			
TOTAL	4 930	4 846	84

L'effectif s'établit à 127 salariés au 31/12/2008 contre 130 au 31/12/2007

NOTE 19 Autres charges opérationnelles

Le poste est ventilé ainsi :

K€	31/12/2008	31/12/2007	variation N/N-1
Autres achats	4 188	4 539	-351
Autres charges	258	350	-92
Impôts et taxes	382	410	-28
TOTAL	4 828	5 299	-471

Dépenses de Recherches et développement :

En 2008, le Groupe DMS a investi environ 4.93% de son chiffre d'affaires dans la R & D, soit environ 1 M€, contre 2.2% en 2007, ventilés de la façon suivante :

K€	2 008	2 007
Masse salariale imputée à la R&D	722	589
Achats, fournitures, matériels et documentations	214	45
Déplacements, participations à des conférences scientifiques	-	-
Frais de projets	-	-
Etudes et recherches extérieures		21
Redevances sur brevets et licences	26	27
Autres charges	-	-
TOTAL	962	682

NOTE 20 Résultat financier

Le poste est ventilé ainsi :

K€	31/12/2008	31/12/2007	variation N/N-1
Produits des placements	103	63	40
Gains de change	5	19	-14
Autre	21		21
Produits financiers	129	82	47
Intérêts des emprunts et financements court terme	234	218	16
Pertes de change	110	6	104
Dépréciations			
Autres	17	13	4
Charges financières	361	237	124
RESULTAT FINANCIER	-232	-155	-77

NOTE 21 Impôts - Preuve d'impôt

Impôts différés :

Un périmètre d'intégration fiscale est constitué par les sociétés DMS, APELEM et MEDILINK.

Du fait des pertes enregistrées sur les derniers exercices les impôts différés relatifs aux reports déficitaires ne sont pas comptabilisés car leur recouvrabilité n'est pas considérée à la date de clôture comme suffisamment probable.

Au 31 décembre 2008 le groupe DMS détient 4 643 K€ d'impôts différés actifs liés à des déficits reportables non inscrits au bilan du groupe :

Déficits reportables - K€	IS	
	Base	33,33%
Périmètre d'intégration fiscale (DMS, APELEM, MEDILINK)	13 302	4 434
LTR	104	35
MERIX	523	174
TOTAL	13 929	4 643

Preuve d'impôt :

La preuve d'impôt consiste à rapprocher la charge ou le produit d'impôt comptabilisé au compte de résultat et la charge d'impôt théorique.

Le taux d'impôt sur les sociétés au titre de 2008 est de 33,33%, la base de détermination des impôts différés actifs est le résultat fiscal des sociétés françaises.

En K€	2 008		2 007	
	Base	Impôt	Base	Impôt
Résultat comptable avant impôt	-3 881		2 024	
Charge ou produit théorique d'impôt		1 294		-675
Dépréciation écart d'acquisition				
Crédit d'impôt recherche		142		64
Crédit d'impôt prospection commerciale		0		22
Autres crédits d'impôt		5		7
IFA comptabilisés en perte et régularisation d'IS		-100		-24
Autres différences permanentes	428	143	143	48
Impôts différés actifs non pris en compte	-4 309	-1 436	1 881	627
TOTAL		47		69
Charge (-) ou Produit (+) d'impôt comptabilisé		47		69

NOTE 22 Information sectorielle

Au niveau du groupe DMS, le découpage des activités du niveau primaire a été réalisé en fonction des deux activités principales du groupe. La ventilation est la suivante :

Niveau primaire d'information :
Activité

Niveau secondaire d'information
Secteur géographique

Dopplers et Ostéodensimétrie
Radiologie
Distribution et maintenance

Europe
Afrique
Moyen-Orient
Amérique du Nord et du Sud
Asie
Océanie

Information sectorielle primaire : Résultats sectoriels

Le groupe n'a pas anticipé l'application de la norme IFRS 8 qui remplace la norme IAS 14 pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009.

	2008	Osteo / Doppler	Radiologie	Distribution / Maintenance	TOTAL
<i>Chiffre d'affaires</i>		7 898	14 034	1 645	23 577
<i>Elimination du CA intersecteur</i>		-3 020	-831	-215	-4 067
CA consolidé		4 878	13 203	1 430	19 510
<i>Résultat opérationnel</i>		-1 808	-1 767	-137	-3 712
<i>Retraitements de consolidation charge intercos</i>		3	-36	5	-28
<i>Elimination des résultats intersecteur</i>		-827	403	424	0
Résultat opérationnel consolidé		-2 632	-1 400	292	-3 740
Résultat financier consolidé		-10	-182	5	-186
Charge d'impôt consolidé		-44	-3	0	-47
Résultat net consolidé		-2 599	-1 579	298	-3 880

	2007	Osteo / Doppler	Radiologie	Distribution / Maintenance	TOTAL
Revenus					
Chiffre d'affaires		12 477	21 446	2 026	35 949
Elimination du CA intersecteur		-3 689	-583	-326	-4 598
CA consolidé		8 788	20 863	1 700	31 351
Résultat opérationnel		222	2 089	-110	2 201
Retraitements de consolidation		-4	-91	-6	-101
Elimination des résultats intersecteur		-1 062	617	447	1
Résultat opérationnel consolidé		-844	2 615	331	2 101
Résultat financier consolidé		-49	-98	0	-147
Charge d'impôt consolidé		-69	-4	4	-69
Résultat net consolidé		-824	2 521	327	2 023

Information sectorielle primaire : Actif et passif sectoriel (N)-exercice 2008

Osteo / Doppler	Radiologie	Distribution / Maintenance	TOTAL
--------------------	------------	-------------------------------	-------

Actifs et passifs sectoriels (En K€)

Actif sectoriel	15 706	13 603	630	29 939
Elimination des opérations intersecteur	-8 759	-447	-54	-9 260
Actifs Sectoriels consolidés	6 947	13 156	576	20 678
Actif non affecté	7 280	1 840	196	9 316
Elimination des opérations intersecteur	0	0	0	0
Actifs non affectés consolidés	7 280	1 840	196	9 316
Total actif consolidé	14 227	14 996	772	29 995
Acquisitions d'immobilisations	489	397	1	887
Passifs sectoriels	5 985	14 336	824	21 145
Elimination des opérations intersecteur	-1 649	-7 102	-509	-9 260
Passifs sectoriels consolidés	4 335	7 234	315	11 885
Passifs non affectés	0	0	0	0
Elimination des opérations intersecteur	0	0	0	0
Total passif non affecté consolidé	0	0	0	0
	0	0	0	0
Total passif	5 985	14 336	824	21 145
Total passif consolidé (hors capitaux propres)	4 335	7 234	315	11 885

Information sectorielle primaire : Actif et passif sectoriel (N-1)-exercice 2007

	Osteo/ Doppler	Radiologie	Distribution / Maintenance	TOTAL
Actifs et passifs sectoriels (En K€)				
Actif sectoriel	14 008	13 274	1 271	28 553
Elimination des opérations intersecteur	-7 834	-178	-340	-8 353
Actifs Sectoriels consolidés	6 174	13 096	931	20 200
Actif non affecté	5 702	587	335	6 624
Elimination des opérations intersecteur	0	0	0	0
Actifs non affectés consolidés	5 702	587	335	6 624
Total actif consolidé	11 875	13 683	1 266	26 824
 Acquisitions d'immobilisations	 708	 306	 0	 1 014
Passifs sectoriels	8 135	10 644	2 114	20 892
Elimination des opérations intersecteur	-3 635	-3 911	-808	-8 353
Passifs sectoriels consolidés	4 500	6 733	1 306	12 539
Passifs non affectés	0	0	0	0
Elimination des opérations intersecteur	0	0	0	0
Total passif non affecté consolidé	0	0	0	0
	0	0	0	0
Total passif	8 135	10 644	2 114	20 892
Total passif consolidé (hors capitaux propres)	4 500	6 733	1 306	12 539

Information sectorielle secondaire : par zone géographique

	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Afrique	1 991	3 305	1 926
Amérique du Nord et du Sud	600	4 030	2 657
Asie	1 183	1 553	1 997
Europe	11 384	16 759	16 028
Moyen Orient	4 352	3 528	2 043
Océanie	0	2 177	1 002
TOTAL	19 510	31 352	25 653

NOTE 23 Gestion des capitaux propres et Capital social

Gestion des capitaux propres

Dans le cadre de la gestion de ses capitaux propres, le Groupe DMS a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation et d'assurer un retour sur investissement à ses actionnaires. Le groupe DMS gère la structure de ses capitaux propres et procède à des ajustements au regard de l'évolution des conditions économiques et des nécessités d'investissements du groupe.

Evolution du capital

Au 31/12/2007 le capital social s'élève à 8 782 723 € et se compose de 8 782 723 actions au nominal de 1€

L'assemblée générale du 11 août 2008 a décidé

- Une réduction du capital social par diminution de la valeur nominale des titres de 0,5128€ par titre pour porter le capital 8 782 723 euros à 4 279 201 euros. La réduction est réalisée par imputation sur le compte de report à nouveau pour un montant de 4 503 522 euros.

Le conseil d'administration du 9 septembre 2008 a pris acte de l'augmentation de capital autorisée par l'assemblée générale du 2 juin 2008 :

- Emission d'actions pour un total brut de 7 904 450.50 par émission de 15 808 901 actions nouvelles émises au pris de 0,50€ dont une prime d'émission de 0,0128€ par action nouvelle.
- Emission d'actions pour 7 702 097€, avec une prime d'émission brute de 202 354€.
- Les frais d'augmentation de capital ont été imputés sur la prime d'émission pour un montant de 164 284 € ; l'augmentation de capital nette globale s'est élevée ainsi à 7 740 167€.

Au 31/12/2008 le capital social s'élève à 11 981 297,57€ et se compose de 24 591 624 actions au nominal de 0,4872€

Récapitulatif des BSAR A et BSAR B :

	BSAR B
Date d'échéance des bons	31/12/2010
Prix d'exercice des bons pour acquérir 1 action DMS	9,00 €
Nombre de bons nécessaires à l'achat d'une action	3,74
Nombre de bons attribués à l'origine	4 591 490
Nombre de bons exercés au 31/12/07	444
Nombre de bons radiés au 31/12/07	
Nombre de bons restants à exercer au 1/1/2008	4 591 046
Nombre de bons exercés en 2008	-
Nombre de bons restants à exercer au 31/12/08	4 591 046

NOTE 24 Plans d'options de souscription d'actions

Ajustements des prix des options :

Suite aux opérations d'émissions d'actions nouvelles intervenues au cours du 2^{ème} semestre 2008, aucune décision émanant du conseil d'administration n'a été prise concernant l'ajustement du prix des options de souscription d'actions.

Plan 09/08/2004 :

- prix initial de l'action : 4 €- prix ajusté de l'action (ajustement en 2007): 2,53 €
- quantité initiale de stock options : 2000
- quantité ajustée de stock options (ajustement en 2007) : 3162

Plan 20/05/2005 :

- . prix initial de l'action : 4,41 €
- . prix ajusté de l'action (ajustement en 2007): : 2,79 €
- quantité initiale de stock options : 8000
- quantité ajustée de stock options (ajustement en 2007): 12645

Plan 21/09/2005 :

- . prix initial de l'action : 3,45 €
- . prix ajusté de l'action (ajustement en 2007): 2,18 €
- quantité initiale de stock options : 2500
- quantité ajustée de stock options (ajustement en 2007): 3956

Options levées en 2008:

Néant

Options attribuées au cours de l'exercice :

Néant

Plans d'options de souscription d'actions en cours :

Date du plan	Plan du 21/09/05	Plan du 20/05/05	Plan du 9/8/2004	TOTAL
Nombres d'options totales attribuées à l'origine	10 000	8 000	12 500	30 500
Nombre d'options exercées au 1/1/2008	7 500	-	10 500	18 000
Nombre d'options exercées en 2008				-
Nombre d'options radiées	-	-	3 162	3 162
Nombre d'options restant à exercer (après actualisation approuvée par le C.A. du 28/12/07)	3 956	12 645	-	16 601
Prix d'exercice (en euros) (après actualisation approuvée par le C.A. du 28/12/07)	2,18 €	2,79 €	2,53 €	
Date d'échéance du plan	22/09/2013	21/05/2013	11/08/2008	

NOTE 25 Résultat par action

Le résultat par action s'établit comme suit :

résultat total conso	-3 881 000
part des minoritaires	-5 000

Résultat consolidé part du groupe	-3 876 000	€
--	-------------------	----------

Nombre d'actions au 31/12/2008	24 591 624
Valeur nominale	0,49 €

Résultat par action	-0,16	€
----------------------------	--------------	----------

Nombre de stock options restant à exercer	16 601
Nombre d'actions équivalent BSAR A	
Nombre d'actions équivalent BSAR B	1 227 552

Total actions potentielles dilutives	1 244 153
--------------------------------------	-----------

Total actions créées + dilutives	25 835 777
----------------------------------	------------

Résultat par action dilué	-0,16	€
----------------------------------	--------------	----------

Non prise en compte dans le résultat
par action compte tenu du résultat déficitaire

Résultat par action revenant aux actionnaires (€/action)

	31/12/2007 12 mois	31/12/2008 12 mois
Résultat de base par action	0,23	-0,16
Résultat dilué par action	0,20	-0,16

3.2 COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIETE DMS

3.2.1 *Etats financiers de la seule société DMS*

3.2.1.1 Bilan actif

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2008			Exercice précédent 31/12/2007	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Frais d'établissement					
Recherche et développement	3 205 549	2 461 177	744 372	713 389	30 983
Concessions, brevets, droits similaires	86 585	86 585		1 787	- 1 787
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	278 672	185 691	92 982	41 302	51 680
Autres immobilisations corporelles	309 433	238 094	71 339	34 541	36 798
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	8 908 741	3 119 176	5 789 565	5 789 565	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	73 807		73 807	31 381	42 426
TOTAL (I)	12 862 788	6 090 724	6 772 065	6 611 964	160 101
Matières premières, approvisionnements	1 604 917		1 604 917	1 351 871	253 046
En-cours de production de biens	910 974		910 974	662 591	248 383
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis	1 100 202	422 991	677 212	482 605	194 607
Marchandises	498 203	131 410	366 793	34 678	332 115
Avances et acomptes versés sur commandes	8 867		8 867	30 746	- 21 879
Clients et comptes rattachés	3 553 277	852 911	2 700 366	4 683 660	-1 983 294
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	2 633		2 633		2 633
. Personnel	2 541		2 541	8 429	- 5 888
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices	316 910		316 910	481 993	- 165 083
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	340 781		340 781	154 880	185 901
. Autres	6 659 104	168 811	6 490 293	2 824 506	3 665 787
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	5 485 508		5 485 508	611 536	4 873 972
Disponibilités	108 411		108 411	2 944 984	-2 836 573
Charges constatées d'avance	37 107		37 107	41 034	- 3 927
TOTAL (II)	20 629 432	1 576 122	19 053 310	14 313 513	4 739 797
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	33 492 221	7 666 846	25 825 375	20 925 477	4 899 898

3.2.1.2 Bilan passif

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2008 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2007 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 11 981 298)	11 981 298	8 782 723	3 198 575
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	8 173 908	8 135 838	38 070
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	110 401	110 401	
Réserves statutaires ou contractuelles	1 954 481	1 954 481	
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau		-4 810 812	4 810 812
Résultat de l'exercice	-1 399 448	307 290	-1 706 738
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	20 820 639	14 479 921	6 340 718
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées	150 000	454 623	- 304 623
TOTAL (II)	150 000	454 623	- 304 623
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques	80 000	228 000	- 148 000
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	80 000	228 000	- 148 000
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	508 437	1 142 915	- 634 478
. Découverts, concours bancaires	286 790	701 000	- 414 210
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers			
. Associés	357 039	1 088 180	- 731 141
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	42 602	80 400	- 37 798
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 423 631	1 657 732	765 899
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	152 843	163 643	- 10 800
. Organismes sociaux	218 776	232 874	- 14 098
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	265 927	508 602	- 242 675
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	190 915	111 853	79 062
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	77 540	66 122	11 418
Produits constatés d'avance	250 236	9 613	240 623
TOTAL (IV)	4 774 736	5 762 934	- 988 198
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	25 825 375	20 925 477	4 899 898

3.2.1.3 Compte de résultat

	Exercice clos le 31/12/2008 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2007	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises	445 578	392 658	838 236	1 141 167	- 302 931	-26,55
Production vendue biens	1 410 138	2 201 960	3 612 098	6 724 516	-3 112 418	-46,28
Production vendue services	1 532 802	9 001	1 541 803	1 965 237	- 423 434	-21,55
Chiffres d'affaires Nets	3 388 519	2 603 619	5 992 137	9 830 920	-3 838 783	-39,05
Production stockée			805 235	-202 991	1 008 226	-496,69
Production immobilisée			353 984	608 767	- 254 783	-41,85
Subventions d'exploitation reçues			3 468	2 322	1 146	49,35
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			92 350	559 530	- 467 180	-83,50
Autres produits			7 500	5 486	2 014	36,71
Total des produits d'exploitation			7 254 674	10 804 034	-3 549 360	-32,85
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 034 193	834 384	199 809	23,95
Variation de stock (marchandises)			-338 703	207 544	- 546 247	-263,20
Achats de matières premières et autres approvisionnements			2 906 096	5 039 047	-2 132 951	-42,33
Variation de stock matières premières et autres approvisionnements			-253 046	-425 701	172 655	-40,56
Autres achats et charges externes			1 960 741	2 275 077	- 314 336	-13,82
Impôts, taxes et versements assimilés			166 533	189 422	- 22 889	-12,08
Salaires et traitements			1 649 502	1 791 501	- 141 999	-7,93
Charges sociales			736 211	776 790	- 40 579	-5,22
Dotations aux amortissements sur immobilisations			369 602	250 185	119 417	47,73
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant			410 935	108 211	302 724	279,75
Dotations aux provisions pour risques et charges			12 000	7 000	5 000	71,43
Autres charges			23 174	24 115	- 941	-3,90
Total des charges d'exploitation			8 677 239	11 077 576	-2 400 337	-21,67
RESULTAT EXPLOITATION			-1422 565	-273 542	-1149023	420,05
Bénéfice attribué ou perte transférée						
Perte supportée ou bénéfice transféré						
Produits financiers de participations				0		
Produits des autres valeurs mobilières				16	- 16	-100,00
Autres intérêts et produits assimilés			380 680	182 499	198 181	108,59
Reprises sur provisions et transferts de charges			4 314		4 314	
Différences positives de change			2 237	14 142	- 11 905	-84,18
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement			25 070	56 364	- 31 294	-55,52
Total des produits financiers			412 302	253 021	159 281	62,95
Dotations financières aux amortissements et provisions			154 685	102 137	52 548	51,45
Intérêts et charges assimilées			164 083	196 623	- 32 540	-16,55
Différences négatives de change			25 969	28	25 941	n/s
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement			11 137	4 694	6 443	137,26
Total des charges financières			355 874	303 482	52 392	17,26
RESULTAT FINANCIER			56 428	-50 461	106 889	-211,82
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT			-1 366137	-324003	-1042 134	321,64

	Exercice clos le 31/12/2008 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2007 (12 mois)	Variation	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	12 147	40 075	- 27 928	-69,69
Produits exceptionnels sur opérations en capital	395 407	898 374	- 502 967	-55,99
Reprises sur provisions et transferts de charges	200 000		200 000	
Total des produits exceptionnels	607 553	938 449	- 330 896	-35,26
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	144 237	151 637	- 7 400	-4,88
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	538 426	200 000	338 426	169,21
Total des charges exceptionnelles	682 663	351 637	331 026	94,14
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-75 109	586 812	- 661 921	-112,80
Participation des salariés				
Impôts sur les bénéfices	-41 798	-44 481	2 683	-6,03
Total des Produits	8 274 529	11 995 504	-3 720 975	-31,02
Total des charges	9 673 978	11 688 214	-2 014 236	-17,23
RESULTAT NET	-1399 448	307 290	-1706 738	-555,42
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

3.2.1.4 Annexe des comptes sociaux de la société DMS

3.2.1.4.1 Faits caractéristiques

Au cours de l'exercice, DMS a décidé de réduire le capital social pour le porter de 8 782 723 € à 4 279 201 €, par imputation d'une somme de 4 503 522 € soit à due concurrence des pertes passées telles qu'elles apparaissaient au compte report à nouveau débiteur.

DMS a également procédé à une augmentation de capital (7 702 097 €) et à la libération d'une prime d'émission de 38 071 € nette des frais d'émission (164 283 €).

Des abandons de créances ont été consentis par :

- l'ANVAR à hauteur de 304 623 € ;
- le CNRS pour 90 700 €.

Ces produits (396 K€) ont été comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

L'abandon de créance de l'ANVAR concerne le projet Lexxos (n° de dossier A0005055J).

Un client a fait l'objet d'une provision à hauteur de 496 K€, cette provision a été isolée en charges exceptionnelles. Cette créance fait l'objet d'une procédure judiciaire en recouvrement.

Au cours de l'exercice, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la demande de décharge d'impôt, pour le litige d'impôt sur les sociétés et contributions additionnelles concernant l'exercice 1999 portant sur des impositions à hauteur de 498 K€ (hors pénalités et majorations liées au retard de paiement). DMS estime sans fondement la décision du tribunal et a interjeté appel au motif de la double imposition. Néanmoins, l'appel n'étant pas suspensif DMS a réglé fin 2008 auprès du trésor la somme de 100 K€ (comptabilisée en charge d'impôt sur les sociétés). Par prudence, 100 K€ ont été comptabilisés en charge à payer.

Enfin, DMS a décidé d'assigner en justice un de ses anciens sous-traitants afin d'obtenir des dommages et intérêts, pour un montant de 1,0 M€, afin de compenser une cessation d'approvisionnement intervenue en 2006.

3.2.1.4.2 Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.2.1.4.2.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Immobilisations incorporelles :

DMS a opté pour la méthode préférentielle qui consiste à imputer les frais d'augmentation de capital sur la prime d'émission. Ces frais se sont élevés à 164 K€ au cours de l'exercice.

DMS immobilise ses frais de développement selon la méthode préférentielle telle que préconisée par le règlement sur les actifs (CRC 2004-06), dès lors qu'ils répondent aux critères d'activation imposés par la réglementation.

La société distingue les frais externes des frais internes :

- Les frais externes correspondent aux coûts des prestataires extérieurs (CEA...) chargés de l'adaptation de nouvelles technologies au secteur d'activité de DMS ;
- Les frais internes correspondent aux coûts salariaux des personnes affectées au développement des produits existants.

Immobilisations corporelles :

La méthode de comptabilisation des composants est appliquée depuis l'exercice 2005 aux immobilisations suivantes : agencements et aménagements des constructions.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Frais de recherche et développement	03 ans
Concessions brevets et licences	01 an
Matériel et outillage	03 à 04 ans
Installations et agencements divers	de 07 à 10 ans
Matériel de transport	de 01 à 04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	10 ans

Les frais de recherche et développement sont activés au terme de chaque semestre civil et amortis à compter de cette date.

3.2.1.4.2.2 IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constatée pour le montant de la différence.

La valeur d'inventaire retenue en ce qui concerne les titres de participation est leur valeur d'utilité.

L'ensemble des filiales est évalué en fonction de la situation nette de la filiale ou de la rentabilité appréciée selon la méthode de la capitalisation de la capacité d'autofinancement (méthode du « discounted cash-flow »).

La valeur des titres d'APELEM a été déterminée par la méthode des cash flow actualisés sur la période 2009 à 2015. Deux méthodes ont été utilisées : celle du taux de croissance à long terme et celle des comparables. Le taux d'actualisation retenu (11%) est basé sur les taux d'actualisation de sociétés du même secteur auxquels nous avons appliqué une prime d'illiquidité et une prime de taille. Les calculs qui en ressortent font apparaître une valeur actualisée supérieure à la valeur des actifs. Les perspectives de ventes liées à la mise sur le marché notamment de nouveaux produits et l'évolution des secteurs d'activité étayent les calculs des cash flow actualisés.

3.2.1.4.2.3 STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks ainsi que les intérêts financiers.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

3.2.1.4.2.4 CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.2.1.4.2.5 OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

3.2.1.4.3 *Changements de méthode*

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 1999 homologué par arrêté du 22 juin 1999
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

3.2.1.4.4 Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat

3.2.1.4.4.1 Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements poste à poste
Frais d'établissement, recherche et développement	2 850 300		365 249
Autres immobilisations incorporelles	86 585		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels	210 822		67 850
Autres installations, agencements, aménagements	47 094		44 742
Matériel de transport	16 058		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	192 685		11 861
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	466 660		124 452
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	8 908 741		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières (1)	31 381		42 632
TOTAL	8 940 122		42 632
TOTAL GENERAL	12 343 667		532 333

(1) dont 41631,64€ représentant 122 958 actions propres rachetées en 2008. Ces actions sont affectées explicitement à la réduction du capital.

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég.
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise au rebut		
Frais d'établissement, recherche et développement		10 000	3 205 549	
Autres immobilisations incorporelles			86 585	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels			278 672	
Autres installations, agencements, aménagements			91 836	
Matériel de transport			16 058	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		3 006	201 540	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		3 006	588 106	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations			8 908 741	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		205	73 807	
TOTAL		205	8 982 548	
TOTAL GENERAL		13 211	12 862 788	

3.2.1.4.4.2 Frais de recherche appliquée et de développement

DESIGNATION	Montant	Amortissement	Restant à amortir
Frais de R&D antérieurs au 01/01/2008	2 840 297	2 426 894	413 403
Frais de R&D 2008 (détail) :			
1er semestre 2008	172 732	28 762	143 970
2eme semestre 2008	149 306	5 521	143 785
TOTAL	3 162 335	2 461 177	701 158

3.2.1.4.4.3 Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche	2 136 911	331 840	7 574	2 461 177
Autres immobilisations incorporelles	84 799	1 787		86 585
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	169 520	16 170		185 691
Installations générales, agencements divers	44 331	4 402		48 733
Matériel de transport	16 058			16 058
Matériel de bureau, informatique, mobilier	160 908	15 403	3 006	173 304
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	390 817	35 975	3 006	423 785
TOTAL GENERAL	2 612 526	369 602	10 580	2 971 547

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche	331 840				
Autres immobilisations incorporelles	1 787				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	16 170				
Installations générales, agencements divers	4 402				
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	15 403				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	35 975				
TOTAL GENERAL	369 602				

3.2.1.4.4.4 Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions (1)	228 000	52 000	200 000	80 000
TOTAL Provisions	228 000	52 000	200 000	80 000
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours (2) Sur comptes clients (3) Autres dépréciations (4)	3 119 176 185 567 367 216 18 440	368 834 538 101 154 685	52 407 4 314	3 119 176 554 401 852 911 168 811
TOTAL Dépréciations	3 690 400	1 061 620	56 721	4 695 298
TOTAL GENERAL	3 918 400	1 113 620	256 721	4 775 298
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles	422 935 154 685 536 000	52 407 4 314 200 000		

(1) La provision de 200 K€ constituée au cours de l'exercice N-1 en raison du contexte d'instabilité politique et des frais juridiques de recouvrement que le groupe pouvait devoir engager pour tenir compte du risque de défaillance d'un client n'a pas été utilisée.

(2) les dépréciations de stocks ont été comptabilisées pour tenir compte à la fois de l'évolution des produits et de possibles difficultés d'écoulement en cas de ralentissement de la demande, notamment en Asie.

(3) un client a fait l'objet d'une provision a hauteur de 496 K€, cette provision a été isolée en charges exceptionnelles. Cette créance fait l'objet d'une procédure judiciaire en recouvrement.

(4) les autres dépréciations concernent le cas échéant, les créances des filiales à hauteur de leur situation nette négative.

3.2.1.4.4.5 Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	32 175		32 175
Clients douteux ou litigieux	818 622	818 622	
Autres créances clients	2 734 655	2 734 655	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2 541	2 541	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	316 910	316 910	
- T.V.A	340 781	340 781	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés	6 657 259	6 657 259	
Débiteurs divers	4 478	4 478	
Charges constatées d'avance	37 107	37 107	
TOTAL GENERAL	10 944 526	10 912 351	32 175
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	286 790	286 790		
- plus d'un an	508 437	468 953	39 484	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 423 631	2 423 631		
Personnel et comptes rattachés	152 843	152 843		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	218 776	218 776		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	265 927	265 927		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	190 915	190 915		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	357 039	357 039		
Autres dettes	77 540	77 540		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	250 236	250 236		
TOTAL GENERAL	4 732 133	4 692 649	39 484	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	60 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	691 784			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

AVANCES CONDITIONNEES (non comprises dans l'état ci-dessus) :

DMS a bénéficié d'avances conditionnées auprès de l'ANVAR, au 31 décembre 2008 le montant restant à rembourser est globalement de 150 K€ dont 75 K€ à échéance du 30/09/2009 et 75 K€ à échéance du 30/09/2010.

Un abandon de la part de l'ANVAR de 304 K€ a été octroyé au titre de l'exercice 2008.

3.2.1.4.4.6 Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

(entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations		8 908 741	
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés		1 622 694	
Autres créances		6 657 259	
Capital souscrit et appelé non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers		357 039	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		505 360	
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits de participation			
Autres produits financiers		302 543	
Charges financières		44 230	

3.2.1.4.4.7 Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	1 777 694
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	304 388
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	32 292
TOTAL	2 114 374

3.2.1.4.4.8 Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	44 230
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	418 234
Dettes fiscales et sociales	409 041
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	62 700
TOTAL	934 205

3.2.1.4.4.9 Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	37 107	250 236
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	37 107	250 236

3.2.1.4.4.10 Composition du capital social

Le capital social a été réduit d'une somme de 4 503 522 € pour être ramené de 8 782 723 € à 4 279 201 € et divisé en 8 782 723 actions de même nominal entièrement libéré.

Le capital social a été augmenté de 7 702 096.57 € par émission de 15 808 901 actions nouvelles.

En conséquence, le capital social a été porté de 4 279 201 € divisé en 8 782 723 actions à 11 981 297.57 € divisé en 24 591 624 actions (au nominal de 0,487 euros).

Récapitulatif des BSAR A et BSAR B :

Rappel : En septembre 2006, une augmentation de capital avait été réalisée pour un montant de 4 591 490€ et avait eu pour conséquence la création de 4 591 490 actions nouvelles. Pour chacune des 4 591 490 nouvelles actions créées à cette occasion, il avait été attaché un bon de souscription « BSAR A » et un bon « BSAR B » qui pouvaient être exercés respectivement jusqu'au 31/12/2007 et 31/12/2010 :

2 bons « BSAR A » donnent le droit d'acquérir une action au prix de 4€

4 bons « BSAR B » donnent le droit d'acquérir une action au prix de 9€.

Les BSAR A sont arrivés à échéance le 31 décembre 2007

Les BSAR B : à la suite de l'augmentation de capital mentionnée précédemment, la nouvelle parité d'exercice des BSAR B est désormais : 4 BSAR B donnent le droit de souscrire à 1,07 action nouvelle à émettre au prix unitaire de 9 €.

	BSAR B
Date d'échéance des bons	31/12/2010
Prix d'exercice des bons pour acquérir 1 action DMS	9,00 €
Nombre de bons nécessaires à l'achat d'une action	3,74
Nombre de bons attribués à l'origine	4 591 490
Nombre de bons exercés au 31/12/2007	444
Nombre de bons restant à exercer au 1/1/2008	4 591 046
Nombre de bons exercés en 2008	0
Bons arrivant à échéance au 31/12/2008	-
Nombre de bons restant à exercer au 31/12/2008	4 591 046

3.2.1.4.4.11 Plans d'options de souscription d'actions

Ajustements des prix des options :

Suite à l'augmentation de capital réalisée en 2008, les plans de stock options devront être ajustés par le conseil d'administration pour tenir compte de la dilution générée par l'augmentation de capital. Dans l'attente de ces ajustements les plans des stocks d'options sont les suivants :

Le conseil d'administration du 28 décembre 2007 a approuvé les opérations suivantes.

Le conseil d'administration ayant procédé, sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 5 septembre 2006, à une augmentation de capital par émission de 4.591.490 actions nouvelles (ABSAR) d'un montant nominal de 4.591.490 € avec maintien de droit préférentiel de souscription, réalisée le 27 septembre 2006, ayant influé sur la valeur du titre DMS, doit procéder pour tenir compte de l'incidence de cette opération à un ajustement du prix des actions correspondant aux options de souscription consenties précédemment à cette augmentation de capital.

Conformément aux dispositions de l'article R. 228-91 du Code de commerce :

« Pour l'application du 3° de l'article L. 228-99, l'ajustement égalise, au centième d'action près, la valeur des titres qui sont obtenus en cas d'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital après la réalisation de l'opération et la valeur des titres qui auraient été obtenus en cas d'exercice de ces droits avant la réalisation de l'opération. »

A cet effet, les nouvelles bases d'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital sont calculées en tenant compte, en cas d'opération comportant un droit préférentiel de souscription du nombre de titres émis auxquels donne droit une action ancienne, du prix d'émission de ces titres et de la valeur des actions avant détachement du droit de souscription. Cette valeur est égale à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse au moins qui précèdent le jour de début de l'émission.

Ces ajustements de prix concernant les options de souscription consenties découlant des plans d'options de souscription des 09/08/2004, 20/05/2005 et 21/09/2005 ont été les suivants

Plan 09/08/2004 :

- prix initial de l'action : 4 €
- prix ajusté de l'action après augmentation précitée : 2,53 €
- quantité initiale de stock options : 2000
- quantité ajustée de stock options après augmentation précitée : 3162

Plan 20/05/2005 :

- . prix initial de l'action : 4,41 €
- . prix ajusté de l'action après augmentation précitée : 2,79 €
- quantité initiale de stock options : 8000
- quantité ajustée de stock options après augmentation précitée : 12645

Plan 21/09/2005 :

- . prix initial de l'action : 3,45 €
- . prix ajusté de l'action après augmentation précitée : 2,18 €
- quantité initiale de stock options : 2500
- quantité ajustée de stock options après augmentation précitée : 3956

Options attribuées au cours de l'exercice :

Néant

Plans d'options de souscription d'actions en cours :

Date du plan	Plan du 27/10/2006	Plan du 21/09/05	Plan du 20/05/05	Plan du 9/8/2004	TOTAL
Nombres d'options totales attribuées à l'origine	25 000	10 000	8 000	12 500	55 500
Nombre d'options exercées au 1/1/2008	25 000	7 500	-	10 500	43 000
Nombre d'options exercées en 2008					
Nombre d'options radiées	-	-	-	-	-
Nombre d'options restant à exercer (après actualisation approuvée par le C.A. du 28/12/07)	-	3 956	12 645		16 601
Prix d'exercice (en euros)	2,16 €	2,18 €	2,79 €	2,53 €	
Date d'échéance du plan	28/10/2014	22/09/2013	21/05/2013	11/08/2008	

Le plan de stock-options du 09/08/2004 est arrivé à échéance le 11/08/2008. Les 3162 actions restantes ont été considérées comme radiées.

3.2.1.4.4.12 Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	838 236
Ventes de produits finis	3 612 098
Prestations de services	1 541 803
TOTAL	5 992 137

Répartition par marché géographique	Montant
France	3 388 518
Etranger	2 603 619
TOTAL	5 992 137

3.2.1.4.4.13 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	-1 366 137	0
Résultat exceptionnel (et participation)	-75 109	0
Résultat comptable	-1 399 448	0

3.2.1.4.4.14 Intégration fiscale

Les résultats fiscaux sont transférés à DMS, société mère, dans le cadre du régime d'intégration fiscale dans lequel elle s'est inscrite à compter du 1^{er} janvier 2000.

Les sociétés filles intégrées sont :

- Médilink depuis le 1er janvier 2000 ;
- Apelem depuis le 1er janvier 2004.

3.2.1.4.5 Engagements financiers et autres informations

Comptabilisation de l'IS :

La société emploie la méthode de la « neutralité » c'est-à-dire :

- les filiales comptabilisent l'impôt comme si elles étaient imposées séparément ;
- la société mère enregistre son propre impôt et l'économie (ou la charge complémentaire) provenant de l'application du régime.

Sortie de filiales avec clauses d'indemnisation :

La convention d'intégration fiscale prévoit le versement d'une indemnisation égale à l'appauvrissement de la filiale inhérent à cette perte.

3.2.1.4.5.1 Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	NEANT
Cautions (sur découverts bancaires auprès de la filiale APELEM)	6 280 000
Engagements en matière de pensions	NEANT
Autres engagements donnés :	
Inscriptions privilèges du trésor public	559 888
Nantissement du fonds de commerce	7 052 833
TOTAL	13 692 721

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties	NEANT
Autres engagements reçus :	NEANT
TOTAL	

3.2.1.4.5.2 Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS (groupe)	
Total Des déficits restant à reporter	13 302 158
Moins-values à long terme (au taux de 0 % : non valeur)	678 935

3.2.1.4.5.3 Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

3.2.1.4.5.4 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes comptabilisés au titre de l'exercice s'élève à 73 150€ et concernent uniquement la mission d'audit légal.

3.2.1.4.5.5 Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres, agents de maîtrise et techniciens, employés, ouvriers	52	0
TOTAL	52	0

3.2.1.4.5.6 Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Il n'existe pas d'avantages postérieurs à l'emploi au niveau de DMS. Seules les indemnités de départ en retraite font l'objet d'une évaluation. La société a souscrit un contrat d'assurance financier. Ce contrat est assimilable à un régime à prestations définies et les fonds investis constituent des actifs du régime. Parallèlement, la provision pour engagement de retraite a été simulée, selon la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés. Les calculs intègrent les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires futurs. L'hypothèse de provisionnement correspond à un départ à la retraite à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans. Les actifs du régime sont supérieurs au montant de cette provision simulée par DMS.

3.2.1.4.5.7 Litiges

Plusieurs contentieux fiscaux concernant deux sociétés du groupe, déjà présentés dans l'annexe de l'exercice précédent, font désormais l'objet d'un recours en appel. Bien que la position de DMS demeure inchangée et que le groupe estime toujours extrêmement probable d'obtenir gain de cause, 200 K€ ont été passés en charges par prudence. Ces litiges portent sur l'impôt sur les sociétés, à hauteur de 598 K€ en principal et 140 K€ en intérêts. Ces 200 K€ comptabilisés en charge correspondent aux sorties de ressources certaines d'ici la date probable du jugement d'appel soit :

- 100 K€ décaissés en 2008 et enregistrés en charge d'impôt sur le résultat

- 100 K€ que le groupe s'est engagé à décaisser avant la fin 2009 et qui sont comptabilisés en "charges exceptionnelles".

Au terme des voies de recours, soit le groupe sera condamné et devra verser la somme de 598 K€ en principal éventuellement augmentée des intérêts de retard, soit le groupe obtiendra gain de cause et recevra le remboursement des 200 K€ déjà versés.

D'autre part, le groupe a assigné en justice un fournisseur afin d'obtenir des dommages et intérêts en réparation d'un préjudice pour défaut de livraison intervenu en 2006. Le préjudice est estimé par la société à 1.038 K€. Aucune écriture n'a été constatée concernant cette réclamation.

3.2.1.4.5.8 Identité des sociétés-mères consolidant les comptes de la société

Les comptes consolidés du Groupe DMS au 31 décembre 2008 intègrent les comptes des sociétés suivantes. Toutes les sociétés consolidées le sont par intégration globale.

Société	Forme juridique	Ville	N° SIREN	Qualité	Taux de détention par la société-mère	
					Direct	Indirect
DMS	S.A.	Montpellier (Perols)	389 873 142	Société-mère	N/A	N/A
APELEM	S.A.	Nîmes	319 996 146	Filiale	98,43%	-
MEDILINK	S.A.R.L.	Montpellier (Perols)	389 288 044	Filiale	99,80%	-
MERIX	S.A.R.L.	Montpellier (Perols)	348 233 800	Filiale	99,94%	-
LTR	S.A.R.L.	Montpellier (Perols)	344 312 798	Filiale	99,80%	-
APELEM Espagne	S.A.	Barcelona		Filiale	0%	50,20% (1)-

(1) APELEM Espagne est détenue à 51% par APELEM S.A (France), le groupe détient donc un pourcentage d'intérêt de 50.20% dans APELEM Espagne.

3.2.1.4.5.9 *Tableau des filiales et participations*

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
APELEM	276 225	3 061 944	98	7 790 145	5 490 145	6 449 422	6 280 000	14 033 898	(2 240 331)	
MEDILINK	48 000	653 983	100	299 420	299 420	(351 187)		1 906 063	(270 685)	
LTR	8 160	(22 287)	100	373 320	0	98 457		429 245	(60 533)	
MERIX	80 000	(95 228)	100	445 856	0	108 584		524 954	(136 253)	
Participations (10 à 50 % du capital détenu)										
NEANT										
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises	NEANT									
b) Etrangères										
<i>- Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises	NEANT									
b) Etrangères										

3.3 VERIFICATION DES INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES

3.3.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le **31 DÉCEMBRE 2008** sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la **SOCIETE DIAGNOSTIC MEDICAL SYSTEMS**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

3.3.1.1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes aux états financiers consolidés :

- Les opérations sur le capital réalisées au cours de l'exercice, présentée dans la note 1 « Eléments marquants de l'exercice » ;
- La non comptabilisation des actifs d'impôts différés, compte tenu des pertes des derniers exercices, telle qu'indiquée dans les notes 2 « principes comptables » et 21 « Impôts – Preuve d'impôt ».
- La justification de la valorisation du Goodwill, présentée dans la note 4 « Immobilisations incorporelles et goodwill ».
- Les litiges fiscaux, tels qu'indiqués dans la note 15 « Autres engagements hors bilan ».

3.3.1.2 Justification des appréciations

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. Ces éléments ont été pris en considération par votre société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes au 31 décembre 2008. C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce :

- La société procède, systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation de l'écart d'acquisition, tel que décrit dans les notes 2 (paragraphe « regroupement d'entreprises et reconnaissance des écarts d'acquisition ») et 4 de l'annexe aux états financiers consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations. Nous avons également vérifié que la note aux états financiers consolidés donne une information appropriée.
- Nous avons par ailleurs examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement, ainsi que celles retenues pour leur amortissement et leur dépréciation. Nous nous sommes assurés que les notes 2 (paragraphe « frais de recherche et développement ») et 4 aux états financiers consolidés fournissent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3.3.1.3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

MONTPELLIER, LE 1^{ER} JUILLET 2009

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SELARL DONNADIEU DEHORS ALVAREZ
MICHEL DEHORS
ASSOCIE

CONSULTANTS AUDITEURS ASSOCIES
GERARD JEANNET
ASSOCIE GERANT

3.3.2 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de la société DMS

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Diagnostic Medical Systems, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

3.3.2.1 OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants de l'annexe :

- la justification de la valorisation des titres APELEM, telle qu'exposée au paragraphe « Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement » des règles et méthodes comptables ;
- Les opérations sur le capital, telles indiquées au paragraphe « Faits caractéristiques »
- Les abandons de créances obtenus sur l'exercice, tels qu'indiqués au paragraphe « Faits caractéristiques ».

3.3.2.2 JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. Ces éléments ont été pris en considération par votre société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes au 31 décembre 2008. C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce :

- Votre Société constate des dépréciations sur les participations détenues, telles que décrites en note « Immobilisations financières » de l'annexe.
Nous avons examiné la méthodologie retenue par la Société et sa mise en œuvre sur la base des éléments disponibles à ce jour, et nous avons apprécié les estimations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3.3.2.3 VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

MONTPELLIER, LE 1^{ER} JUILLET 2009

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SELARL DONNADIEU DEHORS ALVAREZ

CONSULTANTS AUDITEURS ASSOCIES

3.4 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant global des honoraires alloués au titre de l'exercice aux commissaires aux comptes du groupe et des membres de leur réseau se décompose comme suit :

Exercice	2008						2007							
Auditeur	DDA		Consultants Auditeurs Associés		M. Alain Méric		Cazes, Bernard, Godyn		DDA		Consultants Auditeurs Associés		M. Alain Méric	
	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%
AUDIT														
Commissariat aux comptes, certifications des comptes annuels et consolidés	37	100%	37	100%	13	100%		0%	37	100%	37	86%	15	100%
Missions accessoires		0%		0%		0%	6	100%		0%	6	14%		0%
Sous total Audit	37	100%	37	100%	13	100%	6	100%	37	100%	43	100%	15	100%
AUTRES PRESTATIONS		0%		0%		0%		0%		0%		0%		0%
Fiscal	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Autres prestations		0%		0%	-	0%		0%		0%		0%	-	0%
Sous total autres prestations	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
TOTAL	37	100%	37	100%	13	100%	6	100%	37	100%	43	100%	15	100%